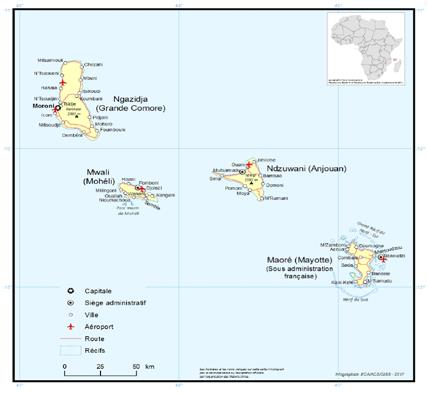


**UNION DES COMORES**

Unité – Solidarité – Développement



**RAPPORT DE L’ÉVALUATION A MI-**

**PARCOURS DU CPD 2015-2019**



*Présenté par*

**Dr François-Corneille KEDOWIDE**

**Consultant International,**

**Appuyé par deux consultants nationaux**

**MM. Ahmed Assoumani Mohamed et Mouslim Said Azali,**

# 1er Mars 2018

Table des matières

**Sigles et abréviations ............................................................................................................ 3**

**Résumé analytique ................................................................................................................ 4**

**Introduction générale ............................................................................................................ 9**

1. **CADRE DE L’ÉVALUATION A MI-PARCOURS ....................................................................... 10**

**1.1 Contexte politique et économique .......................................................................................... 10** **1.2 Nouvelles initiatives du Gouvernement................................................................................... 11** **1.3 Objectifs de l’évaluation ......................................................................................................... 12** **1.4 Méthodologie de l’évaluation ................................................................................................. 13**

1. **PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ....................................................................................... 14**

## 2.1 Présentation des projets des effets du CPD ............................................................................. 14 2.2 Analyse de la conception et des Résultats du CPD 2015 -2017 et conclusions globaux (y compris des réponses aux questions principales d’évaluation), recommandations et conclusions par effet . 16

2.2.1 La pertinence ............................................................................................................................. 16

2.2.2 L’efficacité ................................................................................................................................. 17

2.2.3 L’efficience ................................................................................................................................ 27

2.2.4 La durabilité/viabilité ................................................................................................................ 32

2.2.5 Résultats et conclusions globaux (y compris des réponses aux questions principales

d’évaluation) ...................................................................................................................................... 33

2

## 2.3 Analyse de la prise en compte du genre dans la conception et la mise en œuvre du CPD .......... 34

**III. LEÇONS APPRISES DU PROGRAMME PAYS - CPD 2015 –2019 ........................................... 35** **IV. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION ........................................................................... 36**

**V. ANNEXES ......................................................................................................................... 37**

## 5.1. TDR pour l’évaluation ............................................................................................................ 38 5.2 Matrice de l’évaluation ........................................................................................................... 49 5.3 Liste des personnes ou groupes interviewés ou consultés et des sites visités............................ 54 5.4 Liste des documents ............................................................................................................... 56 5.5 Réalisations 2015-2017 ........................................................................................................... 57 5.6 Tableau d’analyse et de suivi de la mobilisation des ressources du bureau pays des Comores .. 74



|  |  |
| --- | --- |
| ACEFER | Amélioration de la Compétitivité des Exportations des Filières de Rente |
| AFD | Agence française de développement |
| AGR | Activités Génératrices de Revenus |
| BGC | Bureau Géologique des Comores |
| CENI | Commission Electorale Nationale Indépendante |
| CNP | Comité National de Pilotage |
| CODD | Comités villageois d’Orientation pour le Développement Durable |
| COI | Commission de l’Océan Indien |
| CPP | Comité de Pilotage du Projet |
| CRCCA | Renforcement des Capacités d’Adaptation et de résilience du Secteur Agricole aux Changements  Climatiques aux Comores |
| CGP | Commissariat Générale au Plan |
| CRDE | Centre Rural de Développement Économique |
| DGEF | Directeur Général de l’Environnement et des Forêts |
| DGEME | Direction Générale de l’Energie des Mines et de l’Eau |
| DGSC | Direction générale pour la sécurité civile |
| GEF | Global Environment Facility |
| IBSA | India Brazil South Africa |
| MA- MWE | Madji-Mwedje (Eau et Electricité) |
| ODD | Objectifs de Développement Durable |
| ONG | Organisation Non-Gouvernementale |
| OVK | Observatoire volcanologique du Karthala |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l’Environnement |
| PRODOC | Document de projet |
| RNAP | Réseau National des Aires Protégées |
| RUTI | Responsable Unité Technique Insulaire |
| RSS | Reforme secteur de la sécurité |
| SCA2D | Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable |
| SGG | Secrétariat Générale du Gouvernement |
| TDR | Termes de Référence |
| UCEA | Union des Comités de l’Eau d’Anjouan, |
| UCEM | Union des Comités de l’Eau de Mohéli |
| UE | Union Européenne |
| UNDAF | United Nations Développement Assistance Framework (Plan Cadre des Nations Unies pour le  Développement) |



L’Union des Comores, composée de trois des quatre îles de l’archipel, est un petit pays insulaire de 755 000 habitants, souffrant de fragilités structurelles qui en font une économie vulnérable, associant faible revenu par habitant et retard de développement. La situation de la femme, quoiqu’un peu améliorée reste préoccupante à cause de la faible participation des femmes à la vie politique et de l’accès limité à l’éducation supérieure. L’économie est peu diversifiée et se caractérise par sa forte dépendance au secteur primaire. Le secteur privé est peu développé à cause du climat des affaires peu favorable.

Les termes de référence indiquent que les objectifs de l’évaluation à mi-parcours seront les suivants :

* Analyse de la conception des projets du Programme pays et de leur cohérence avec les priorités nationales
* Evaluation de la performance du Programme
* Evaluation de la durabilité des acquis :
* Evaluation de la prise en compte de l’équité et de l’égalité de genre.

**Méthodologie :**

La méthodologie utilisée est basée sur la revue et l’étude de la documentation clé, les rencontres et entretiens avec les acteurs concernés, les membres du Groupe de Référence de l’Évaluation (GRE) et le GTSE, des groupes effets UNDAF (effets 1, 3 et 4), les partenaires, les personnes ressources, le questionnaire individuel ou de groupe. Avec en toile de fond, les techniques participatives. Pour l’exploitation et l’analyse des informations collectées, nous nous sommes basés sur les critères de l’OCDE/DAC et la triangulation qui nous ont permis de rédiger le rapport. L’analyse a débouché sur un système de notation des performances assorti d’une échelle de valeurs à trois niveaux : « **E** » pour « Élevé », « **M** » pour « Moyen » et « **F-N** » pour « Faible à Nul.

4

## Analyse de la conception et des résultats du CPD 2015-2019 à mi-parcours

Pertinence : elle a été analysée sous trois angles : pertinence stratégique, pertinence par rapport aux principes programmatiques des Nations Unies, pertinence technique du cadre des résultats. Les avantages comparatifs du PNUD et les enseignements tirés du programme pays précédent sont en toile de fonds du CPD 2015-2019. Il est aligné sur l’UNDAF et contribue à la réalisation de trois des quatre effets de l’UNDAF. Et comme l’UNDAF est aligné sur deux axes de la SCA2D[[1]](#footnote-1), le CPD est aussi aligné *de facto* sur la SCA2D. Les principes programmatiques des Nations Unies, notamment (i) l’approche droits de l’Homme, (ii) l’approche genre, (iii) la durabilité environnementale, (iv) la gestion axée sur les résultats (GAR), et (v) le renforcement des capacités, ont été suivis aussi bien dans les libellés des produits que des indicateurs. Seule exception, le produit 2 « La compétitivité des produits issus des filières Ylang, girofles et vanille est **améliorée** » qui ressemble plutôt à un effet.

Au total, le cycle 2015-2019 du CPD ressort nettement pertinent sur le plan stratégique, c’est-à-dire montre un alignement élevé sur les priorités de développement du pays. Son cadre des résultats montre aussi une pertinence nettement améliorée en comparaison à celui du cycle précédent. Il donne une vision claire et mesurable des performances attendues du Programme pays, en termes notamment de contributions aux efforts de développement de l’Union des Comores, dans la période.

Efficacité :

* ***EFFET 1*** : trois produits devraient contribuer à l’atteinte de l’effet 1. A mi-parcours, et après analyse des principales réalisations consignés dans le tableau en annexe, on peut dire que des efforts restent à faire afin de permettre la réalisation des produits dont l’atteinte est imputable entièrement au PNUD. Il va falloir, pour le temps restant pour la fin du cycle, revoir ou plutôt réduire les ambitions à la baisse et ne retenir que les indicateurs réalisables dans le temps restant. L’indicateur relatif à l’évolution des prix à l’exportation devrait être libellé autrement dans la mesure où cette évolution des prix est possible grâce á plusieurs facteurs externes, non maitrisables par le PNUD.
* ***EFFET 3*** : trois produits devraient contribuer à l’atteinte de l’effet 3. Le résultat phare de l’effet 3 est relatif aux actions menées dans le cadre des élections et qui sont relatives au livre vert de la défense et de la sécurité qui fait office de « Politique Nationale de Sécurité, au fichier électoral, au centre national de traitement des données électorales mais surtout à la mise en place d’une « plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles », entre autres. Ce sont certes des appuis ponctuels mais qui ont fait taches d’huile. L’analyse montre hélas que les actions porteuses lors des élections méritent d’être soutenues dans le cadre d’un projet ou programme intégré du PNUD, ou un projet ou programme conjoint avec d’autres agences des Nations Unies. Cela permettrait d’enraciner les acquis et de transférer les compétences à la partie nationale. Ce qui n’est pas le cas présentement. La Plateforme de veille était comme un forum qui aurait dû poursuivre ses actions au-delà des élections et contribuer à jouer le rôle de veille de la vie politique dans l’Union des Comores ou tout le moins dans la dynamisation des mécanismes de prévention et de gestion des conflits
* ***EFFET 4*** : trois produits devraient contribuer à l’atteinte de l’effet 4. Plusieurs réalisations à l’actif de la période 2015 – 2017, parmi lesquelles on peut citer l’élaboration du business plan des CRDE, la création d’un service agro météorologique et l’installation de quatre stations agro météorologiques, l’élaboration de lignes directrices d’adaptation du secteur agricole aux changements climatiques, la rédaction de quatre guides pratiques de terrain (guide sur la valorisation et la gestion de l’eau, guide sur les techniques de défenses et de restauration, guide sur les techniques économiques d’élevage de caprins, guide sur les techniques économique d’élevage de bovins), étude comparative des énergies renouvelables, étude comparatives des cycles des énergies renouvelables, etc. Mais force est de constater qu’au regard du temps restant pour la fin de cycle, il reste beaucoup d’effort à fournir pour la réalisation des trois produits. L’analyse des réalisations indiquent bien la progression vers l’atteinte des produits mais il y a fort à craindre que si les indicateurs sont maintenus tels quels, il soit difficile de les mesurer à la fin du cycle. Nous recommandons une révision de ces indicateurs, non pas parce qu’ils sont mal libellés, mais qu’ils sont un peu ambitieux au vu du temps restant pour la fin du cycle. Les indicateurs 7.4, 8.1, 8.4 et 9.2 pourraient être retirés de la liste et l’indicateur 7.1 revu en mettant à la place de « adoptent », « connaissent » à cause du temps restant pour la fin du cycle.

Efficience : Pour approcher le rapport coûts-avantages du Programme Pays, quelques dimensions clés ont été croisées, que résument les questions suivantes :

* Les ressources ont-elles été adéquates ?
* Les livraisons ont-elles été de qualité et les dépenses opportunes ?
* Les processus ont-ils été diligents ?
* Le système de suivi-évaluation et le dispositif de communication ont-ils été performants ?

**Les ressources sont-elles adéquates ?** Le tableau d’analyse et de suivi de la mobilisation des ressources du bureau pays Comores, mars 2017 indique que les ressources Core et Non Core disponibles étaient de US$ 45,500,000 et met en exergue les quelques gaps ainsi que les ressources qui restent à mobiliser. L’environnement comorien étant caractérisé par un nombre restreint de partenaires financiers, il est à craindre que des produits ne puissent être mis en œuvre par faute de financement ou de financement tardif, ce qui risque d’avoir un impact sur la performance du programme pays. Plusieurs produits ont encore des gaps considérables dans la recherche de financement. C’est le cas des produits 3, 4 par exemple. Pour d’autres, les PIF[[2]](#footnote-2) sont en cours de préparation. Pour d’autre encore, les documents de projets sont à soumettre au GEF[[3]](#footnote-3).

**Les livraisons sont-elles de qualité et les dépenses opportunes** ? Les produits livrés sont réputés dans l’ensemble d’une solidité avérée, vu qu’ils ont été élaborés et rendus sur la base des procédures de rang international. Tant les équipements installés, que les formations et l’expertise d’accompagnement mise à disposition pour développer les capacités nationales ont obéi à des exigences de qualité. Toutes les dépenses ont été celles prévues dans le cadre de projets ou d’appuis ponctuels en suivant les procédures du PNUD.

**Les processus sont-ils diligents** ? L’exécution du Programme est assujettie à une modalité nationale (NEX). Les activités ou les acquisitions à réaliser sont identifiées par les institutions et acteurs bénéficiaires au niveau de la partie nationale qui élaborent les requêtes en collaboration avec les chargés de programmes du PNUD. Selon une première sous-modalité de l’exécution nationale, les ressources sont versées *ex-ante* à l’agence d’exécution nationale qui les exécute conformément au plan de travail annuel – PTA - et justifie la régularité des emplois couverts avant de recevoir les décaissements suivants. Une seconde sousmodalité consiste en des paiements dits directs, où le PNUD liquide directement la dépense en se basant sur la définition d’activités transmise par l’agence nationale d’exécution.

6

**Le système de suivi-évaluation et le dispositif de communication sont-ils performants ?** Le système de ***suivi et l’évaluation*** est basé sur celui de l’UNDAF qui prévoit, hormis les revues annuelles, les évaluations à mi-parcours et finale. Quatre groupes d’effets sont mis en place et censés se réunir périodiquement. Le PNUD étant présent dans trois des quatre groupes d’effets, le suivi de la mise en œuvre de l’UNDAF et par ricochet du CPD, devrait se faire par ce biais. Il est malheureusement remarqué que ces groupes d’effets ne se réunissent pas régulièrement. Néanmoins, les revues annuelles de l’UNDAF se font régulièrement (2015, 2016 et 2017) et sont des occasions pour les agences des Nations Unies y compris le PNUD, de passer en revue le CPD afin de fournir des inputs pour les revues annuelles de l’UNDAF. Une revue du CPD de manière périodique, semestriellement par exemple, aurait permis au PNUD de mieux suivre le indicateurs et la mise en œuvre des projets. Ces revues sont des occasions pour mesurer le niveau d’atteinte des résultats escomptés et de prendre des mesures correctives requises.

Les insuffisances du suivi que nous avons remarqué s’explique en partie par l’absence d’un chargé du suivi et d’évaluation qui aurait aidé à combler ce vide. Le PNUD a, certes, recruté un chargé du suivi et d’évaluation mais pour des raisons personnelles ce dernier n’a pu rester au poste que pour moins d’une année. Le recrutement d’un autre chargé du suivi et de l’évaluation se fera sous peu, nous a-t-on dit.

S’agissant de la ***communication***, elle s’est aussi davantage basée sur la stratégie de communication de l’UNDAF même si au sein du PNUD, il y a un responsable de la communication. Elle est très peu visible et devra se faire plus agressive pour mettre en exergue les résultats atteints par le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre du CPD.

**Durabilité/viabilité** : La durabilité des acquis d’un Programme est fonction de déterminants clés, d’amont et d’aval. En amont, il y a la qualité des produits livrés, et en aval la qualité de l’appropriation des bénéficiaires et leur capacité à prendre le relai et à tenir un résultat. *Sur le plan méthodologique*, l’approche institutionnelle mise en avant est un facteur propice à une bonne pérennité. Les interventions sont ancrées dans un cadre institutionnel national animé par les structures étatiques et/ou les organisations de la société civile. Ces partenaires, ayant statut d’agences d’exécution, s’efforcent d’être en première ligne dans la définition de leurs besoins et la mise en œuvre des activités servant de cadre de prise en charge de ces besoins. Seule restriction à apporter à cette logique d’assistance vertueuse, la pratique des paiements directs, utilisée là où les procédures financières nationales sont jugées non encore satisfaisantes, tend à susciter au sein des institutionnels nationaux le sentiment qu’ils ne tiennent que partiellement les opérations menées au titre du Programme pays. *Au niveau opérationnel* aussi, les bénéficiaires directs montrent globalement un engagement de grande qualité et un enthousiasme très élevé pour les actions menées dans le cadre du CPD. Sur les activités génératrices de revenus à la base, une réelle conscience communautaire se construit progressivement, propice au prolongement et à l’amplification des acquis.

Il faut indiquer que le contexte du pays fragilise et parfois menace la durabilité. La situation des finances publiques ne permet pas à l’État d’assumer ses responsabilités en matière de contrepartie budgétaire. Dans un tel contexte, la fin des financements des différents projets se profile comme une menace sur leurs acquis. La durabilité reste cependant fragile tant que le PNUD n’aidera pas le gouvernement à mobiliser les ressources endogènes.

**Analyse de la prise en compte du genre dans la conception et la mise en œuvre du CPD :** La question du genre fait partie des questions sociales qui sont suivies tout au long de la mise en œuvre du CPD ainsi que des projets mis en œuvre dans le cadre du CPD. La conception et la mise en œuvre du projet ont veillé à la fois à un équilibre adéquat dans la composition des participants au projet et à la répartition équitable des bénéfices. En outre, pour contribuer à garantir que la question du genre ne devienne pas une question à la marge, les indicateurs sensibles à la question du genre occupent une bonne place parmi les indicateurs. Cette considération particulière apportée aux questions de genre s’inscrit en droite ligne dans d’autres initiatives portant sur la question du genre/ l’égalité hommes-femmes dans l’Union des Comores, telles que la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, que l’archipel des Comores a ratifiée en 1980.

Sur la base de la forte implication des femmes et des groupes de femmes en production tels que le Réseau Femme, les activités de transformation et de commercialisation, tous les projets mis en œuvre par le PNUD font les efforts pour impliquer les femmes et renforcer, non seulement leurs capacités techniques, mais aussi leurs capacités interpersonnelles et managériales afin qu’elles soient plus organisées, gèrent les activités et améliorent leurs compétences en négociation. Tous les groupes de femmes participent aux activités de prise de décision des projets d’une manière générale. Bien que le rôle des femmes soit généralement reconnu, nous avons noté qu’elles sont encore marginalisées dans la plupart des activités de planification et de prise de décision. Le taux élevé d'analphabétisme limite hélas leur pleine participation et leur participation au processus de développement socio-économique de de leur terroir.

Recommandations : Au vu de l’analyse de la mise en œuvre et des leçons apprises, nous proposons les recommandations ci-après :

* Faire une révision du contenu du CPD en revoyant à la baisse les indicateurs difficles à atteindre à la fin du cycle
* Faire la revue des indicateurs en les alignant sur les projets en cours de mise en œuvre ou en cours de démarrage et supprimer ceux qui ne pourront pas être renseignés à la fin du cycle : focaliser les moyens humains mais aussi matériels sur les indicateurs du CPD qui seront retenus après la révision du CPD ;
* Prévoir des interventions pour l’appui à la CENI et à la plateforme de veille citoyenne des femmes et des jeunes dans la perspective du prochain cycle électoral de 2019 et pour consolider les acquis obtenus ;
* Développer des projets intégrés pour chaque effet susceptibles d’adresser à la fois des défis multiples et dans une approche croisée en adéquation avec la vision du nouveau plan stratégique du PNUD et de la SCA2D revisée.
* Renforcer l’équipe du programme par le recrutement d’un nouveau chargé de programme et d’un associé de Suivi et Évaluation.

La mise en œuvre de ces recommandations constituent un impératif si le PNUD veut atteindre les résultats escomptés a1 la fin du cycle d programmation actuel et de preéparer le prochain cycle de coopération avec l’Union des Comores.



Parmi les nombreux défis auxquels fait face l’Union des Comores, et en se basant sur l’analyse de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D), on peut citer : la gouvernance, la résilience des individus, des ménages, des communautés, des institutions et des secteurs productifs, l’adaptation au changement climatique et l’atténuation de ses effets, l’accélération et la diversification de la croissance. A ces défis, on peut ajouter la faible représentativité des femmes aux instances de décision qui appelle des mesures spécifiques de nature à assurer une pleine participation aux processus décisionnels. C’est sur la base de ces constats que les agences des Nations unies ont élaboré leur programme de coopération

L’UNDAF 2015-2019 s’appuie sur trois des quatre piliers de la SCA2D, les leçons tirées du bilan de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2010-2014 (SCRP) et sur les résultats de l’évaluation l’UNDAF 2008-2014. Il est structuré autour des trois domaines de coopération que sont : i) la croissance accélérée, diversifiée et durable, ii) le renforcement de l’accès aux services sociaux de base et à la résilience des ménages, et iii) le renforcement de la gouvernance et des capacités de résilience institutionnelle et humaine. La formulation de l’UNDAF 2015-2019 a été réalisée en cohérence et en harmonie avec la SCA2D 2015-2019, ce qui a favorisé une meilleure articulation et un alignement de la réponse du SNU aux priorités nationales à travers ce cadre de coopération. Le CPD PNUD, se fondant sur les avantages comparatifs du PNUD et les enseignements tirés du programme pays précédent, a été élaboré sur la base des orientations définies dans l’UNDAF 2015-2019 et vise à atteindre les effets 1, 3 et 4 relatifs à la résilience des individus face à la pauvreté, à la gouvernance économique, aux institutions et aux droits de l’Homme ainsi qu’à la résilience des populations les plus vulnérables face aux changements climatiques et aux crises.

L’évaluation à mi-parcours du CPD/PNUD 2015 – 2019 vise à mesurer le niveau d’atteinte des résultats prévus dans le Programme de coopération. Les termes de référence indiquent que les objectifs de l’évaluation à mi-parcours sont les suivants :

* Analyse de la conception des projets du Programme pays et de leur cohérence avec les priorités nationales
* Evaluation de la performance du Programme • Evaluation de la durabilité des acquis :
* Evaluation de la prise en compte de l’équité et de l’égalité de genre.

Le cadre analytique de cette évaluation à mi-parcours s’est appuyé sur les critères classiques de l’évaluation, eux-mêmes explicitement visés par les termes de référence de la mission : pertinence, efficacité, efficience, effet/impact et durabilité. Les questions clés de l’évaluation ont été en effet posées dans les TDR, en fonction des 3 niveaux et 5 critères d’analyse du Programme qui sont : i) **la Conception** (*critère 1* : la pertinence) ; ii) - **la Procédure** (*critère 3* : l’efficience) et iii) **les Résultats** (*critère 2* : l’efficacité, *critère 4* : effet/impact, et *critère 5* : appropriation et la durabilité). L’approche prend également en compte les *thématiques transversales* qui font partie intégrante des principes programmatiques des Nations Unies : droits de l’Homme, Genre, Durabilité Environnementale, Développement de Capacités, Gestion Axée sur les Résultats.



## 1.1 Contexte politique et économique

L’Union des Comores est un archipel constitué de quatre iles : Ngazidja (Grande Comore), Ndzuwani (Anjouan) Mwali (Mohéli) et Maoré ; (Mayotte). La France exerce actuellement sa souveraineté́ sur l’île de Mayotte, mais celle-ci est contestée, notamment par des résolutions des Nations Unies.

Les Comores sont considérées comme un Petit État Insulaire en Développement (PEID ou SIDS en anglais) en raison de la taille de sa population inférieure à 1,5 million d’habitants, son revenu national brut par habitant inférieur á 3.750 US$ ainsi que de sa vulnérabilité économique et climatique.

L’Union des Comores compte une population de 755 000 habitants, souffrant de fragilités structurelles qui en font une économie vulnérable, associant faible revenu par habitant et retard de développement. La population des Comores aurait dépassé ́ les 800 000 habitants en 2017[[4]](#footnote-4). Le taux de croissance démographique annuel serait de 2,1 % d’après les données du dernier recensement de 2003. L’île de Ngazidja concentre 52 % de la population. Le taux de croissance de la population urbaine, de 6, 5 %, est élevé́, et le taux d’urbanisation serait de 40 % de la population en 2015.

La situation des femmes semble s’être améliorée aux Comores. Elles souffrent pourtant d’une faible participation à la vie politique (seule une femme est au Gouvernement et le Parlement ne compte que 6 % de femmes) et d’un accès plus limité à l’éducation supérieure en raison des pesanteurs socio culturelles. Toutefois, les femmes sont relativement protégées en matière de propriété ́ foncière et en cas de divorce grâce au système coutumier de type matrilinéaire et matrilocal.

10

L’économie de l’Union des Comores est peu diversifiée et se caractérise par sa forte dépendance au secteur primaire agricole et sa grande vulnérabilité aux aléas climatiques. Selon les prévisions du FMI, le taux de croissance est passé à 3% en 2017 contre 2,2% en 2016 et 1% en 2015. La croissance aurait même été plus importante en 2017 si les investissements programmés avaient pu être réalisés. L’essentiel des investissements a été financé sur fonds propres. Selon les dernières enquêtes publiées par l’INSEED en 2015, le taux de pauvreté a baissé de 44,9% (Données 2004) à 34,3 % (Données 2014) Toutefois, cela ne se traduit pas significativement sur les indicateurs sociaux car l’Union des Comores a enregistré un recul de 1.2% en termes de développement humain. Avec un IDH de 0,497 en 2015 contre 0,503 en 2014, le pays est classé 160e sur 188 pays dans le RMDH 2016 et reste parmi les pays à développement humain faible. Au niveau sectoriel, la croissance est portée en priorité par le secteur primaire, suivi du secteur tertiaire et en troisième position. le secteur secondaire. L’agriculture contribue pour 49% au PIB et fournit 80% des emplois à la population. L’agriculture et la pêche constituent les bassins les plus importants de l’emploi et fournissent 90% des recettes d’exportation.

Le secteur privé est peu développé et peu diversifié en raison d’un climat des affaires peu favorable et l’activité économique est réduite ou contrainte par les capacités énergétiques du pays malgré les progrès réalisés dans le secteur de l’électricité au cours de l’année 2017. L’année 2017 est marquée par une légère amélioration de la situation macro-économique du pays. Le secteur agricole emploie 80% de la population active (36% du PIB) mais n’est concentré que sur trois produits de rente (vanille, girofle, ylang-ylang) représentant 70% des exportations. La balance commerciale est structurellement déficitaire en raison de la faiblesse des exportations (17,5% du PIB) sujette aux variations des cours des produits agricoles, et d’un besoin important de biens importés (58% du PIB). Si la situation monétaire est maîtrisée notamment grâce à l’appartenance à la Zone franc (ancrage à l’Euro, limitation des avances monétaires contribuant à contenir l’inflation), le secteur bancaire et financier y est peu développé et sujet à un grand nombre de faiblesses (notamment un taux élevé de créances douteuses). La gouvernance des grands opérateurs publics (télécommunications, énergie, banques) menace leur viabilité et les rend inefficaces, tout en faisant peser un coût important sur l’Etat.

Ainsi, le pays demeure dans une situation sociale, économique et politique fragile marquée par des besoins importants en renforcement :

* Des capacités,
* De la résilience des populations face à la pauvreté et aux changements climatiques,
* En protection des droits de l’Homme, en insertion et en autonomisation des jeunes et des femmes.

Le Gouvernement comorien, avec l’assistance de ses partenaires techniques et financiers, a élaboré et mis en œuvre depuis 2015, la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) pour la période 2015-19, cadre unique de référence pour les interventions de développement en Union des Comores. Suite à l’alternance politique de mai 2016, les nouvelles autorités ont affirmé leur désir de réviser la SCA2D pour y intégrer des nouvelles priorités.

La formulation de l’UNDAF 2015-2019 a été réalisée en cohérence et en harmonie avec la SCA2D 20152019, ce qui a favorisé une meilleure articulation et un alignement de la réponse du SNU aux priorités nationales à travers ce cadre de coopération. Le CPD PNUD, se fondant sur les avantages comparatifs du PNUD et les enseignements tirés du programme pays précédent, a été élaboré sur la base des orientations définies dans l’UNDAF 2015-2019 et vise à atteindre les effets 1, 3 et 4 relatifs à la résilience des individus face à la pauvreté, à la gouvernance économique, aux institutions et aux droits humains ainsi qu’à la résilience des populations les plus vulnérables face aux changements climatiques et aux crises.

## 1.2 Nouvelles initiatives du Gouvernement

Les nouvelles autorités ont procédé, à la fin de l’année 2017, à la révision de la SCA2D pour l’aligner à l’agenda 2030 pour le développement durable et aux ODD mais également pour y inclure leurs priorités en ligne avec la vision « *« faire des Comores un pays émergent d’ici 2030, respectueux des droits de l’Homme, de l’égalité de genre et promouvant l’Etat de droit »*». Le Gouvernement s’est doté d’un programme d’investissement quinquennal (PIQ) 2016-2021 qu’il souhaite prendre en compte dans la SCA2D révisée et son PAP. Ainsi avec l’appui de ses partenaires au développement, plus particulièrement le PNUD, le gouvernement a réalisé une série de travaux préliminaires pour la révision de la SCA2D, notamment (i) l’évaluation du profil de la fragilité, (ii) l’évaluation du profil de la pauvreté, (iii) un exercice de priorisation des cibles des ODD, incluant le RIA (Rapid Integrated Assessment) et le MAPS (Mainstreaming, Acceleration, Policy, Support), et (iv) l’établissement d’un nouveau cadre de Suivi et d’évaluation. La SCA2D 2018-2021 tient aussi compte des principaux Agendas régionaux et internationaux notamment, la Vision 2063 de l’Union Africaine pour une transformation structurelle du Continent, et les ODD à l’horizon 2030. Les axes stratégiques, complémentaires, de la SCA2D, révisée sont :

1. Accélération de la transformation structurelle de l’économie et gestion durable des ressources naturelles ;
2. Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social ; (iii) Renforcement de la gouvernance et de l’Etat de droit.

Ainsi la SCA2D 2018-2021 offre une feuille de route et un cadre d’intervention au gouvernement, aux partenaires au développement, au secteur privé et à la société civile au cours de la période 2018-2021. Elle pose les bases de la transformation structurelle de l’économie nationale qui mettront l’Union des Comores sur une rampe de croissance créatrice de richesse et d’emplois. Elle est le premier jalon d’une trajectoire qui doit mener le pays à l’émergence et à la prospérité conformément à la Vision « Comores Emergent ».

Autre initiative important à retenir este la création du Centre d’Analyse et de Recherche sur les Politiques Publiques grâce à l’appui technique et financier de l'ACBF. Ce centre devrait utilement aider le pays à faire les progrès très nécessaires à sa Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D) en concevant, analysant et évaluant les politiques économiques et sociales pertinentes. Ce think tank renforcera également les capacités institutionnelles et humaines du pays à élaborer et à mettre en œuvre des politiques, à améliorer les processus d'information destinés à appuyer le SCA2D et à promouvoir la participation multipartite dans la dynamique de développement grâce au dialogue entre les secteurs public et privé ainsi que la société civile.

## 1.3 Objectifs de l’évaluation

Les termes de référence indiquent que les objectifs de l’évaluation à mi-parcours seront les suivants :

* Analyse de la conception des projets du Programme pays et de leur cohérence avec les priorités nationales
* Evaluation de la performance du Programme • Evaluation de la durabilité des acquis :
* Evaluation de la prise en compte de l’équité et de l’égalité de genre.

Elle couvre entre autres, les aspects suivants :

* La conception et la pertinence des projets
* L’exécution des projets
* Le partenariat et les synergies avec les acteurs existants
* Les résultats et leur visibilité
* La pérennisation

L’évaluation à mi-parcours a abouti à ce rapport d’analyse de la performance et des contraintes identifiées dans la mise en œuvre du CPD 2015-2019. Les critères essentiels retenus pour **cette évaluation à miparcours axée sur les résultats** sont ceux retenus dans les termes de référence, et qui découlent de la performance du Programme. Plus spécifiquement, la pertinence, l’efficacité, l’efficience, la pérennité. Nous avons passé en revue les cinq principes programmatiques des Nations Unies : Droit de l’Homme, Genre, Durabilité environnementale, Renforcement des Capacités, et Gestion Axée sur les Résultats, avec une emphase sur le Genre et la Gestion axée sur les résultats, ce dernier critère contribuant à la mesurabilité (définition de résultats/produits – ainsi que d’indicateurs mesurables), nécessaire au bon suivi de l’atteinte des résultats et á l’établissement des responsabilités. Des leçons apprises de la mise en œuvre du CPD ont découlé des différentes analyses, ce qui nous a permis de faire des recommandations pour la poursuite de la mise en œuvre du programme pays du PNUD, le CPD.

## 1.4 Méthodologie de l’évaluation

A la lumière des Termes de Référence de la mission, la méthodologie a reposé essentiellement sur une approche participative et qui a recouru à toute la panoplie d’outils disponibles pour collecter et analyser les informations pertinentes pour l’évaluation à mi-parcours. La méthodologie utilisée pour l’évaluation est articulée autour d’une revue documentaire et d’entretiens avec les parties prenantes au Programme pays : au PNUD aux Comores, avec le Gouvernement comorien et de ses démembrements (ministères et institutions impliquées dans la mise en œuvre du CPD et des projets), des autres partenaires techniques et financiers, de la société civile et des bénéficiaires directs. En particulier, elle est basée sur :

* La revue et l’étude de la documentation clé (études et informations financières, rapports de consultations, documents nationaux et ceux ayant rapport avec le CPD 2015-2019 ainsi que les projets qui en découlent ;
* Les rencontres et entretiens avec les acteurs concernés, les membres du Groupe de Référence de l’Évaluation (GRE) et le GTSE, des groupes effets UNDAF (effets 1, 3 et 4), les partenaires, les personnes ressources ;
* Le questionnaire individuel ou de groupe ;
* Les techniques participatives ou toutes autres méthodes de collecte de l’information pertinente ;
* L’exploitation et l’analyse des informations collectées en vue de la production du rapport.

Les informations recueillies et les données collectées des entretiens ainsi que les produits de l’examen documentaire et des questionnaires dépouillés ont fait l’objet de recoupements/triangulation, d’analyses minutieuses et ont été confrontées aux résultats escomptés et indicateurs de performance en regard des grandes questions évaluatives et préoccupations (contenues dans les Termes de Référence) de l’évaluation à mi-parcours afin d’en dresser des constatations, d’en ressortir des conclusions, des enseignements essentiels et de formuler des recommandations. Le cadre analytique qui a été adopté s’est appuyé sur les critères classiques de l’évaluation, eux-mêmes explicitement visés par les termes de référence de la mission : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité. L’approche prend également en compte les *thématiques transversales* : développement de capacités, genre, droits de l’Homme, gestion axée sur les résultats, notamment. Leur degré de prise en charge dans les interventions du PNUD, en fonction de leur pertinence, a toujours été mesuré dans le cadre de cette évaluation.

En sus de la triangulation et autres méthodes et outils d’évaluation qui ont été validés dans le rapport initial, l’analyse a débouché sur un système de notation des performances assorti d’une échelle de valeurs à trois niveaux : « **E** » pour « Élevé », « **M** » pour « Moyen » et « **F-N** » pour « Faible à Nul.



## 2.1 Présentation des projets des effets du CPD

Le CPD s’aligne sur trois effets de l’UNDAF, les effets 1, 3, et 4. Chaque effet est éclaté en trois produits, ce qui fait en tout neuf produits pour les trois effets.

### Effet 1 : Les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d’emplois décents

* Projet d’amélioration de la compétitivité des exportations des filières de rente (Vanille, YlangYlang et girofle). Projet (ACEFER) (janvier 2015 – novembre 2017 avec extension jusqu’en juin 2018) : le projet d’amélioration de la compétitivité des exportations (acteurs) des filières vanille, ylang-ylang et girofle – ACEFER a pour objectif d’accompagner les secteurs porteurs d’exportation en vue de contribuer à l’amélioration des conditions économiques des opérateurs tout au long de la chaîne de valeurs des produits sus indiqués. Il contribue à l’effet 1 de l’UNDAF, ainsi qu’aux priorités nationales contenues dans la SCA2D 2015 - 2019 qui privilégie en particulier la stabilité macro-économique, la gouvernance et le développement durable.
* Formations de perfectionnement sur les acteurs du tourisme : La Stratégie de Croissance et de Développement Durable (SCA2D) de l’Union des Comores considère l’industrie touristique comme une source sérieuse de croissance du pays à moyen terme, à l'image des autres îles de l'Océan Indien. Ceci s'explique par les effets qu’elle pourrait générer sur de nombreux secteurs d'appui au développement tels que l’agriculture, les transports ou encore l’artisanat, mais aussi sur le développement des infrastructures de manière générale. De plus, le tourisme peut contribuer à la réduction de la pauvreté en générant des revenus additionnels pour les populations vivant à proximité des sites touristiques, notamment les plus enclavés. C’est la raison pour laquelle le projet de formation de perfectionnement sur les métiers du tourisme et de l’hôtellerie a été mis en œuvre durant quatre (4) mois à partir du 10 juillet 2017. C’est un projet appendice du projet ACEFER. L’objectif de l’initiative est de renforcer les liens entre les différentes composantes de la chaîne de valeurs touristiques, la conception de matériels de formation et la diffusion de modules de formation pour une meilleure adéquation entre la demande des entreprises et les formations fournies.
* Projet de stratégie de renforcement du système sanitaire et phytosanitaire (SPS) aux Comores (2013 - 2016). Ce projet a démarré dans le cycle précédent (avril 2013) et s’est poursuivi jusqu’en juin 2016. Son objectif est la mise en place d’une stratégie de renforcement du système sanitaire et phytosanitaire (SPS) capable d’accompagner les stratégies de développement des exploitations agricoles du pays. Il participe à l’atteinte de l’effet 1 de l’UNDAF et au produit 2.
* Développement d’un Réseau National d’Aires Protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées par les communautés villageoises locales (RNAP) : objectif principal du projet est de conserver la biodiversité marine et terrestre d’importance mondiale de l’Union des Comores en établissant un système d’aires protégées (APs) plus vaste et fonctionnel dans trois des îles de l’Union des Comores : Ngazidja (ou Grande Comore), Mwali (ou Mohéli) et Ndzuani (ou Anjouan), un système qui soit à la fois représentatif de la richesse en biodiversité du pays et qui offre des perspectives d’un avenir durable.

### Effet 3 : Les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative et économique en adéquation avec les pratiques de droits de l’Homme et de résilience

* Renforcement de la participation des femmes et de leur rôle dans la prévention des conflits liés au processus électoral en cours en Union des Comores : des appuis ponctuels du PNUD ont permis de renforcer la CENI à travers la mise en place du fichier électoral biométrique et du Centre national de traitement des données électorales mais aussi la mise en place d’une "Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Union des Comores".
* Reforme secteur de la sécurité RSS (Réforme du Secteur Sécuritaire) :

Les actions engagées par le bureau de pays dans ce secteur ont abouti à la finalisation des construction ou à l’extension des infrastructures ci-après : (i) l’Ecole Nationale de la Police, (ii) Le Commissariat central de la police nationale (Anjouan), (iii) la brigade mixte de Chindini (Grande comore) et la Brigade de la police nationale à Hoani (Mohéli).

De même le projet a permis la réhabilitation totale de la caserne d’Ongoni à Anjouan et la finalisation construction des nouveaux bâtiments pouvant accueillir jusqu'à 220 soldats et officiers. En effet, les travaux réalisés sur ce site ont non seulement amélioré sensiblement la capacité d’accueil des soldats et des officiers mais aussi la qualité de vie à l’intérieur du site. Ce cadre de vie amélioré contribue indiscutablement au quotidien des militaires et apporte aussi une valeur ajouté certaine à la motivation des troupes à exécuter sereinement leurs missions de contrôle du territoire et de protection des populations. En effet, il a été constaté qu'avant la construction de ces infrastructures, les militaires avaient tendance à fuir la caserne pour se loger ailleurs. Avec les travaux réalisés, le phénomène pourrait être contenu (Source : Le commandement de la caserne). Il convient de relever que des soldats et des officiers venus des différentes îles, constituent la composition des troupes installées à Ongoni. Une situation qui contribue au renforcement de la cohésion nationale au sein des forces de défense du pays.

Par ailleurs, Lla construction des deux brigades obéit à une stratégie gouvernementale, qui prévoit la construction de ports secondaires sur différents sites stratégiques du pays. En effet, ces deux brigades situées à des points stratégiques devraient aider le pays à faire face aux actions illicites en provenance de la mer, telles que la piraterie, les contrebandes, les trafics de toute sorte, le braconnage notamment d'espaces protégées et assurer la circulation des biens et des personnes. La Brigade de Chindini comprend aussi bien un département Gendarmerie et un service de douanes mis en place pour la même finalité

Lorsqu'on connaît les situations de tensions sociopolitiques qui ont jalonné l'histoire de l'île d’Anjouan pendant ces quinze dernières années, l'importance d'un Commissariat central de la police n'est pas à démontrer. En effet, la gestion quotidienne de différents délits et tout mouvement de foule seront désormais sous le contrôle de la police nationale, garantissant ainsi la sécurité des biens et des personnes, dans une île souvent agitée par des mouvements sociaux ou politiques.

* Appui à la planification et à la coordination de l’action du gouvernement (**débuté en novembre 2017**) : ce projet vise à apporter un appui aux capacités nationales de planification stratégique et d’accompagner le Gouvernement dans ses efforts de coordination de l’action gouvernementale pour la mise en œuvre de la SCA2D et des ODD. Démarré en novembre 2017, le principal résultat obtenu est la révision de la SCA2D.
* **Renforcement des capacités de gestion multisectorielle, coordonnée et décentralisée de l’environnement pour atteindre les objectifs des conventions de Rio en Union des Comores** débute en décembre 2017) : son objectif est de « renforcer les capacités de gestion multisectorielle, coordonnée et décentralisée de l'environnement pour atteindre les objectifs des Conventions de Rio ». Ce projet a trois composantes :
* Renforcement du cadre institutionnel national pour la gouvernance environnementale o Renforcement des capacités au niveau des îles et des communes, avec des activités visant à renforcer les cadres de gouvernance des communes
* Sensibilisation du public et l'éducation environnementale sur la valeur stratégique de la gouvernance décentralisée de l'environnement mondial grâce à des stratégies nouvelles et améliorées d'approches régionales du développement durable.

### Effet 4 : Les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises

* Renforcement des capacités d’adaptation et de résilience du secteur agricole aux changements climatiques aux Comores (CRCCA) : ce projet a pour objectif de doter l’Union des Comores de capacités, d’outils et de technologies pour réduire la vulnérabilité des systèmes agricoles au changement climatique et à la variabilité climatique (démarrage juin 2014).

A date, l'ensembles de principaux stratégiques et plans nationaux et insulaires du secteur agricole ont intégré des approches et des objectifs permettant de renforcer la résilience du secteur agricole face aux changements climatiques. Il s'agit de la Stratégie de Croissance Accélérée du Développement Durable (SCA2D), du plan d'action de la Direction Nationale des stratégies agricoles et de l'élevage, des trois (3) plans d'action pluriannuel pour 3 Commissariats à la production (un par île), des plans de travail et des business plans pour les six (6) Centres ruraux de développement économiques (CRDE).

En termes d'acquisition de compétences et d'accès aux outils et informations les résultats obtenus jusqu'ici sont:

(i) l'élaboration des lignes directrices pour l'adaptation su secteur agricole aux changements climatique.

(ii) l'élaboration de (6) guides pratiques de terrain qui sont: guide sur les techniques de Défense et restauration des sols, guide sur le compostage, guide sur la production et conservation du fourrage, guide sur la gestion de l'eau, guide technique élevage caprins et guide technique élevage bovins.

(iv) Sept (7) formations organisées sur les techniques et technologies d'adaptation de l'agriculture aux CC au profit des 3 directions insulaires de production, 6 CRDE et réseaux des paysans formateurs.

(v) Une formation sur gestion des connaissances au profit des experts nationaux, des directions insulaires de production, du CRDE et du personnel de l'ANACM.

L'ensemble de ces connaissances et de ces outils se sont traduit par des changements de comportement perceptibles et des pratiques agricoles utilisées sur le terrain tant par les paysans formateurs que par les autres paysans des zones cibles grace à la transmission par les paysans formateurs et les CRDEs. Ainsi, tous les CRDE utilise les différentes techniques d'adaptation promues par le projet pour renforcer la résilience des systèmes de production agricoles.

Sur le plan du développement des services agrométéorologiques, Quatre (4) stations agrométéorologiques sont installée et couvrent les 6 sites d'intervention du projet (29 communautés couvertes) fournissant ainsi les données agrométéorologiques nécessaires à la préparation des rapports et bulletins agrométéorologiques. De plus, 2 staff de l’ANACM ont été envoyé en formation d’ingénieur en agrométéorologie, au centre AGRYMETH de Niamey

3809 paysans (dont 48% de femmes) ont bénéficiés des services de vulgarisation de l'adaptation aux changements climatiques à travers les CRDE. Ainsi, on compte 76,6% des agriculteurs dans les sites d'intervention du projet (dont 48% sont des femmes) utilisent des technologies et techniques adaptatives, ainsi que l'utilisation de semences tolérantes pour améliorer l'adaptation au CC et augmenter les revenus. Ces techniques comprennent le compostage, le paillage, l'empiètement et les techniques de défense et de restauration du sol, la conduite des étables caprines et bovines. Parmi les semences tolérantes utilisées, on trouve des variétés de bananes (30000 vitro avec 3 variétés: FHIA 17, FHIA 18 et FHIA 23), 45 tonnes de graines de pomme de terre (4 variétés: Desiré, Spounta, Janette et Bernadette), ainsi que des variétés locales identifiées en consultation avec les agriculteurs eux-mêmes et testées dans le CRDE (banane, manioc, taro, igname, patate douce). De même, au niveau de l'élevage, des race améliorée de bovins et de caprins sont diffusées auprès des éleveurs. Il s'agit de 3 race de bovins (Jersey, Frieson et Nguni) et une race de caprin (Boer).

* Intégration de la réduction des risques des catastrophes dans les politiques en vue de réduire la pauvreté en Union des Comores (Gestion des risques des catastrophes naturels et climatiques). Ce projet a permis de : de réactualiser le Plan de Contingence National en dotant ainsi le pays d’outils de planification et d’aide à la décision pour la gestion des risques des catastrophes. De même l’organisation d’un exercice de simulation sur les cyclones a permis de tester le niveau de préparation des acteurs nationales et communautaires à faire face à une catastrophe liée aux cyclones et inondations. La formation de 250 personnes ( 5% femmes ) sur les techniques de secours à personnes et de lutte contre les incendies a permis à la DGSC de constituer des unités de protection civile dans 2 localités. En outre, le curage de 3 lits de rivières a permis de protéger 75% des localités les plus vulnérables aux inondations à la Grande Comore. DE meme, L’appui ce proejt a permis à la DGSC de signer un accord de partenariat entre l’Agence Nationale de l’Aménagement du Territoire et la DGSC. L’objectif de cet accord est de réaliser une évaluation des capacités des institutions nationales en matière d’acquisition, de gestion, et de diffusion de l’Information Géographique à des fins de prévention et gestion des risques des catastrophes. En outre le projet a permis d’assurrer la surveillance et la prévision des activités du volcan Karthala.
* Développement durable aux Comores à travers la promotion des ressources en énergie géothermique. Ce projet vise à formuler un cadre politique/réglementaire propice au développement et à l'utilisation de l'énergie géothermique en Grande Comore et à promouvoir l'investissement dans le développement de ressources géothermiques pour une production de base en électricité. Pour ce faire, il mobilisera près de 46 millions de dollars en financement multilatéral et privé au cours de sa période de mise en œuvre de six ans. Au cours de cette période, une centrale géothermique de base de 10 MW sera développée pour alimenter le réseau électrique de la Grande Comore afin de remplacer le carburant diesel actuellement utilisé. L'exploitation de la centrale géothermique produira environ 2 390 000 MWh d'électricité au cours de la durée prévue de l'installation, soit 30 ans. Ceci, à son tour, permettra d'éviter 1 882 125 tonnes de CO2 sur la même durée de vie prévue de l'équipement sur 30 ans. Le projet atteindra cet objectif en introduisant un cadre propice à la promotion des investissements dans le développement des ressources géothermiques sur la Grande Comore. Durant la pahse prépartoire, les interventions ont permis de : i) réaliser les études exploratoires de surface (géophysiques, géochimiques et magnétotellurtiques pour confrmer la ressource géothermique ; ii) mobiliser les ressources financières auprès de l’Union Africinae (Geothermal Risk Mitigation Facility : 11 000 000$), de la Nouvelle Zélande (1 000 000$, et du GEF (5 905 662$) ; mettre en place une task force énérgie ayant mené à l’élaboration et adoption d’une loi sur les énergies renouvelables et d’élaborer une feuille de route sur le développement des énergies en Union des Comores.

16

## 2.2 Analyse de la conception et des Résultats du CPD 2015 -2017 et conclusions globaux (y compris des réponses aux questions principales d’évaluation), recommandations et conclusions par effet

### *2.2.1 La pertinence*

**Pertinence** : Dans quelle mesure le CPD 2015-2019 participe-t-il à l’atteinte des priorités nationales et des politiques de développement ?

#### • Pertinence stratégique : Alignement sur les priorités de développement du pays

Le CPD 2015-2019 est bâti sur les avantages comparatifs du PNUD et les enseignements tirés du programme pays précédent. Il est aligné sur l’UNDAF et contribue à la réalisation de trois des quatre effets de l’UNDAF. Et comme l’UNDAF est aligné sur deux axes de la SCA2D[[5]](#footnote-5), le CPD est aussi aligné *de facto* sur la SCA2D. Ces trois effets s’inscrivent dans la visée des trois résultats du Plan stratégique du PNUD 201420177. Le CPD s’articule autour de trois piliers prioritaires qui sont la résilience des individus, des institutions et des systèmes, avec en toile de fonds la lutte contre la pauvreté. De plus le ciblage des interventions, au plan géographique et celui des bénéficiaires, est basée sur des études de vulnérabilité et des évaluations environnementales et sociales mettant l’accent sur les jeunes et les femmes, les personnes vivant avec des handicaps et les plus pauvres.

#### • Pertinence par rapport aux principes de programmation des Nations Unies

Les principes programmatiques des Nations Unies sont notamment (i) l’approche droits de l’Homme, (ii) l’approche genre, (iii) la durabilité environnementale, (iv) la gestion axée sur les résultats (GAR), et (v) le renforcement des capacités. Les produits et les indicateurs ont été libellés avec ces principes en toile de fonds. Hormis le produit 2 « La compétitivité des produits issus des filières Ylang, girofles et vanille est **améliorée** » qui ressemble plutôt à un effet, les produits ont été bien définis en intégrant les cinq principes programmatiques des Nations Unies.

#### • Pertinence technique du cadre de résultats

Au total, si le cycle 2015-2019 du CPD ressort nettement pertinent sur le plan stratégique, c’est-à-dire montre un alignement élevé sur les priorités de développement du pays, son cadre des résultats montre aussi une pertinence nettement améliorée en comparaison à celui du cycle précédent. Il donne une vision claire et mesurable des performances attendues du Programme pays, en termes notamment de contributions aux efforts de développement de l’Union des Comores, dans la période.

***2.2.2 L’efficacité***

**Efficacité** : Dans quelle mesure les résultats (effets/produits) planifiés ont-ils été atteints ?

### 2.2.2.1 Efficacité Effet 1 (sous-section spécifique y compris sur le genre)

Trois produits devraient être livrés pour permettre l’accessibilité des populations vulnérables notamment les femmes des milieux défavorisés aux services financiers et non financiers et aux marchés grâce au développement des activités économiques compatibles avec les objectifs de conservation des ressources naturelles, notamment des ressources marines et terrestres.

Les trois projets qui sont mis en œuvre pour permettre d’atteindre ces trois résultats/produits sont les suivants :

* Projet d’amélioration de la compétitivité des exportations des filières de rente (Vanille, YlangYlang et girofle) PROJET (ACEFER) (janvier 2015 – novembre 2017)
* Projet de stratégie de renforcement du système sanitaire et phytosanitaire (SPS) aux Comores
* Développement d’un Réseau National d’Aires Protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées par les communautés villageoises locales (RNAP)
* Et des Formations de perfectionnement sur les acteurs du tourisme

Les indicateurs des trois produits de l’effet 1, sont les suivants :

* Indicateur 1.1: Nombre de personnes (femmes et hommes) ayant accès aux crédits destinés à la production.
* Indicateur 1.2: % des personnes désagrégées par sexe ayant bénéficié d’un accompagnement parmi les bénéficiaires des crédits.
* Indicateur 2.1: Evolution des prix à l’exportation
* Indicateur 3 .1 : Nombre d’aires protégées créé par île
* Indicateur 3.2 : % des représentants des communautés désagrégés par sexe et de la société civile participant aux Comités de gestion
* Indicateur 3.3 : Nombre d’activités écotouristiques gérés par les communautés et le secteur privé

La fréquence de ces indicateurs est soit, annuelle, soit à mi-parcours et finale.

A mi-parcours, et après analyse des principales réalisations consignés dans le tableau ci-dessous, on peut dire que des efforts restent à faire afin de permettre la réalisation des produits dont l’atteinte est imputable entièrement au PNUD. Il va falloir, pour le temps restant pour la fin du cycle, revoir ou plutôt réduire les ambitions à la baisse et ne retenir que les indicateurs réalisables dans le temps restant. L’indicateur relatif à l’évolution des prix à l’exportation devrait être libellé autrement dans la mesure où cette évolution des prix est possible grâce á plusieurs facteurs externes, non maitrisables par le PNUD.

Le tableau qui suit donne une idée des principales réalisations des trois produits de l’effet 1. Il ressort de l’analyse que des activités pertinentes sont en cours de mise en œuvre et devraient permettre l’accès des populations aux crédits destinés à la production, que les communautés comprennent l’importance des aires protégées marines et terrestres pour l’union des Comores et que les communautés et la société civile sont de plus en plus impliquées dans la gestion de ces aires protégées avec une attention particulière dans l’implication des hommes et des femmes. L’approche genre a été prise en compte aussi bien dans le libellé des produits que des indicateurs et des activités.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Synthèses Performances Produits | |  | |
| Libellé-Produit |  | Réalisations |  | Rating | |
| **Produit 1**. Les populations pauvres et vulnérables notamment les femmes des zones cibles accèdent à des services financiers et nonfinanciers adaptés à leurs besoins | E | M | F-N |
| •  • • •  •  • | Rapport de recensement des besoins des acteurs en termes d’accès au financement des trois filières  Formation des conseillers en gestion financière (CGF)  Formation en Business Plan  Plan d’action pour la facilitation de l’accès au financement  Vingt (20) sociétés coopératives créées, dont 5 sociétés coopératives ont eu accès à un crédit auprès des institutions financière pour une valeur globale de 200  000 000 KMF ;  Deux (2) sociétés coopératives reçoivent des avances de financement d’un partenaire extérieur d’un montant de total 35 000 000 Kmf par mois soit une valeur globale de (350 000 000 KMF). |  |  |  |
| • | Plans d’actions pour le développement des cellules coopératives pilotes |  |  |  |
|  | • | Conception d’un plan de mise à niveau des filières (pratiques de production, diversification des produits, qualité, emballages, etc.) |  |  |  |
|  | • | Guide de gestion des coopératives |  |  |  |
|  | • | Guides pratiques pour les opérateurs des filières sélectionnées sur les entreprises et les coopératives dans le droit OHADA |  |  |  |
|  | • | Manuel de procédures d’enregistrement des registres de coopérative d’accords-types entre exportateurs et leurs clients |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | • | Modèle de protocole d’accord finalisé entre les sociétés coopératives et les institutions financières |  |  |  |
| **Produit 2**. La compétitivité des produits issus des filières ylang, girofle et vanille est améliorée. | * • * •   •  •  • | Rapport d’analyse de la chaine de valeur  Formation sur la création et la gestion des sociétés coopératives  Formation sur l’entreprise sociale  Formation sur les techniques de production et de préparation de la Vanille  Formation sur les techniques de communication, de négociation, de marketing et de vente  Plan d’affaires modèle finalisé et adapté à chaque filière et chaque société coopérative  Documents sur l’entreprise sociale traduit en Comorien |  |  |  |
| •  • | 502 jeunes dont 233 jeunes femmes ont été formés en agence de voyage, guide touristique, Eco garde, restaurant et cuisine  Support de communication relatifs aux formations |  |  |  |
| •  • | Évaluation des infrastructures d’analyse de référence (rapport disponible)  Quatre études diagnostics sur l’évaluation des capacités phytosanitaires, le dispositif institutionnel en matière de sécurité des aliments, de l’offre en analyse de laboratoire et du dispositif institutionnel, du secteur de la pêche |  |  |  |
|  | • | Plan d’action sous-sectoriel sur la sécurité des aliments |  |  |  |
|  | • | Plan d’action sous-sectoriel sur le secteur pêche |  |  |  |
|  | • | Stratégie nationale pour la mise en œuvre des mesures SPS adopté |  |  |  |
|  | • | Plan de communication et de sensibilisation des producteurs, des structures professionnels et les ONG professionnelles de relais |  |  |  |
|  | • | Textes juridiques et lois organiques portant organisation, attributions et fonctionnement des institutions du système SPS |  |  |  |
| **Produit 3.** Le pays dispose d’un système national d’aires protégées marine et terrestre cogérées avec les communautés locales et développe des activités économiques compatible avec les objectifs de conservation. | •  •  • •  • | Stratégie d’expansion du Système national des aires protégées validée  Textes légaux et règlementaires régissant les aires protégées sont développés : loi sur les aires protégées, du décret de création de la Direction des aires protégées et des décrets de création des aires protégées.  Projet de loi sur les AP validé  Fonds Environnemental pour les aires protégées des  Comores (FEC) mis en place  Mis en place d’un système d’information géo-référencé |  |  |  |
| • | Programmes de sensibilisation et l’engagement des communautés à accompagner les efforts de conservation |  |  |  |
|  | • | 54 comités de cogestion villageoises où siègent à 50% des femmes |  |  |  |
| • | Formation des écogardes et spécialistes en mobilisation communautaire à Anjouan et Grande Comore aux notions d’écologie marine et terrestre et aux méthodologies de suivi des cibles de conservation |  |  |  |
|  | • | Formation les écogardes et spécialistes en mobilisation communautaires à la connaissance des textes législatives et règlementaires régissant les aires protégées |  |  |  |
| • | Six (6) AGR financés en 2017 |  |  |  |

Les notations « E », « M » et « F/N » ont été faite sur la base de l’atteinte des indicateurs. Les notations « M » indiquent que des actions sont en cours, en vert, « E », élevé et en rouge, « F-N » faible à nul. Il est recommandé dans ce cas de revoir ou bien l’indicateur ou le libellé de l’indicateur. Exemple :

* Indicateur 1.1: Nombre de personnes (femmes et hommes) ayant accès aux crédits destinés à la production. La not attribué est « E » à cause des efforts dans l’attribution des crédits, des formations en busines plan et en gestion financière
* Indicateur 1.2: % des personnes désagrégées par sexe ayant bénéficié d’un accompagnement parmi les bénéficiaires des crédits. Ici nous avons attribué la note « M », moyen car nous n’avons pas d’information sur le nombre de personnes désagrégées par sexe mais les actions en cours laissent augurer qu’à la fin du projet, cet indicateur pourrait être renseignés
* Indicateur 2.1: Evolution des prix à l’exportation : pas d’informations dans ce sens mais des actions en cours pourrait permettre de les avoir à la fin du cycle
* Indicateur 3 .1 : Nombre d’aires protégées créé par île
* Indicateur 3.2 : % des représentants des communautés désagrégés par sexe et de la société civile participant aux Comités de gestion
* Indicateur 3.3 : Nombre d’activités écotouristiques gérés par les communautés et le secteur privé

Ce tableau synthèse montre comment, á mi-parcours, les différents produits contribuent à l’atteinte de l’effet 1

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Synthèse Performances Effet 1 | | | | | | |
| Effet |  | | | Rappels Produits Contributeurs à l’Effet | | | |
| Libellé-Effet 1 | Rating | | | Rating | | | Libellés-Produits |
| E | M | F-N | E | M | F-N |
| **Effets 1 :** Les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d’emplois décents |  |  |  |  |  |  | **Produit 1**. Les populations pauvres et vulnérables notamment les femmes des zones cibles accèdent à des services financiers et non financiers adaptés à leurs besoins |
|  |  |  | **Produit 2**. La compétitivité des produits issus des filières ylang, girofle et vanille est améliorée. |
|  |  |  |  |  |  |  | **Produit 3.** Le pays dispose d’un système national d’aires protégées marine et terrestre cogérées avec les communautés locales et développe des activités économiques compatible avec les objectifs de conservation. |

**Les produits du CPD contribue moyennement (avec un +) à l’atteinte de l’effet 1**

### 2.2.2.2 Efficacité de l’Effet 3 (sous-section spécifique y compris sur le genre)

Trois produits devraient être livrés pour permettre aux institutions étatiques et non étatiques d’exercer une meilleure gouvernance politique, administrative et économique avec en exergue les pratiques des droits de l’Homme et de la résilience.

Les quatre projets qui sont mis en œuvre pour permettre d’atteindre ces trois résultats sont les suivants :

* Projet de renforcement des capacités de gestion décentralisée – ANCAR2 (en cours de lancement)
* Projet de renforcement de la participation des femmes et de leur rôle dans la prévention des conflits liés au processus électoral en cours
* Projet de réforme du secteur de la sécurité
* Projet d’appui à la planification et à la coordination de l’action du gouvernement A cela s’ajoute des appuis ponctuels dans la cadre des élections.

Les indicateurs des quatre produits de l’effet 3, sont les suivants :

* Indicateur 4.1 % des collectivités territoriales dotées d’un schéma d’aménagement du territoire incluant un plan cadastral général et la gestion des risques de catastrophes
* Indicateur 4.2: % des collectivités qui utilisent efficacement les mécanismes et les outils de planification et de mise en œuvre du développement local
* Indicateur 4.3: Part des ressources propres dans le budget des collectivités territoriales
* Indicateur 4.4: Nombre d’agglomérations disposant d’un système fonctionnel de gestion intégrée des déchets solides
* Indicateur 5.1: Existence d’une commission électorale indépendante, permanente, intégrant l’équité du genre
* Indicateur 5.2: Nombre de mécanismes de prévention et de gestion de conflits fonctionnels y compris ceux gérés par des femmes
* Indicateur 5.3 : Mécanisme national de la paix durable
* Indicateur 5.4 : % de structures de femmes et de jeunes participants aux échanges
* Indicateur 5.5 : proportion de cas de conflits ayant fait l’objet d’intervention et résolus
* Indicateur 6.1 : Nombre d’unités de planification opérationnelle aux niveaux national, sectoriels et insulaires
* Indicateur 6.2 : Régularité dans la publication des rapports sur la coordination de l’aide

Seuls cinq (5) des onze (11) indicateurs 5.1,5.2, 5.3, 5.4, 5.5 peuvent être renseignés. On peut mettre à l’actif de l’indicateur 6.3 la révision de la SCA2D.

Le résultat phare de l’effet 3 est relatif aux actions menées dans le cadre des élections et qui sont relatives au livre vert de la défense et de la sécurité qui fait office de « Politique Nationale de Sécurité, au fichier électoral, au centre national de traitement des données électorales mais surtout à la mise en place d’une « plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles », entre autres.

Ce sont certes des appuis ponctuels mais qui ont fait taches d’huile. L’analyse montre hélas que les actions porteuses lors des élections méritent d’être soutenues dans le cadre d’un projet ou programme intégré du PNUD, ou un projet ou programme conjoint avec d’autres agences des Nations Unies. Cela permettrait d’enraciner les acquis et de transférer les compétences à la partie nationale. Ce qui n’est pas le cas présentement. La Plateforme de veille était comme un forum qui aurait dû poursuivre ses actions au-delà des élections et contribuer à jouer le rôle de veille de la vie politique dans l’Union des Comores ou tout le moins dans la dynamisation des mécanismes de prévention et de gestion des conflits

Sur un autre point, le produit 6 devrait être réalisé à travers le projet d’appui à la « Planification et à la coordination de l’action gouvernementale ». Malheureusement, ce projet n’a démarré qu’en novembre 2017. Le seul résultat est la révision de la SCA2D. Aucun des indicateurs identifiés qui devraient permettre de mesure l’atteinte du produit, n’a pu être renseigné. Un problème lié à la planification ?

L’approche genre a été pris en compte aussi bien dans le libellé des produits que des indicateurs et aussi des activités des différents projets entrant dans la mise en œuvre du CPD. Dans le cadre des appuis ponctuels pour des élections apaisées et crédibles, les femmes et les jeunes ont joué un rôle important. 40% des organisations de la société civile membre de la plateforme de veille étaient féminines et parmi les 13 membres du comité de pilotage, il avait 38% de femmes.

A mi-parcours, les intentions actées dans la cadre des résultats du CPD de cet effet 3 n’ont pu être à la hauteur des produits identifiés, les projets devant y contribuer étant soit des appuis ponctuels, soit en cours de lancement, le cas du projet ANCAR2, soit ayant démarré dans le dernier trimestre de 2017. Ce constat nous fait recommander une révision des produits et indicateurs de l’effet 3 afin qui les trois produits identifiés soient réalisés à la fin du cycle de programmation.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Synthèses Performances Produits | | | | | |  |  | |
| Libellé-Produit | Réalisations | | | | |  | Rating | |
| **Produit 4.** Les collectivités territoriales disposent des structures institutionnelles, des cadres opérationnels et des compétences pour promouvoir la résilience et le développement local. | E | M | F-N |
| PIF en cours d’élaboration pour la mobilisation des fonds auprès du GEF dans le cadre du LDCF | | | | |  |  |  |
| **Produit 5.** Le pays dispose de mécanismes de gestion des cycles électoraux et de prévention et de gestion de conflits aux niveaux national, insulaire et local, prenant en compte l’équité du genre. | * Mise en place du fichier électoral biométrique * Mise en place du Centre national de traitement des données électorales (CNTDE) en appui à la CENI * Existence de trois chambres (chambre d’analyse, chambre de politique et chambre d’alerte) * Le comité de pilotage de la plateforme est composé de 13 membres dont 38% de femmes * Mobilisation de 400 femmes et jeunes et formation sur la manière de gérer, vérifier les bureaux de vote * 15230 personnes sensibilisées dont 7160 femmes soit 47% du total. * Le projet a mobilisé, 375 M-observateurs dont 40% de femmes, 51 moniteurs de la violence dont 31% de femmes, 35 téléopérateurs dont 60% de femmes. * 25,50% des scrutateurs dans les bureaux de vote sont des femmes. | | | | |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| * Réhabilitation de la caserne d’Ongoni et construction des nouveaux bâtiments pouvant accueillir jusqu'à 220 soldats et officiers, * Réhabilitation des bâtiments de la police sur les 3 îles * 30 officiers issus des différents corps de l'armée et de la police nationale dont huit (8) femmes ont bénéficié des formations sur le civisme et les droits humains. | | | | |  |  |  |
| **Produit 6**. Le pays dispose d’un système de planification ainsi que d’un cadre de référence de réforme administrative qui articule des priorités nationales aux actions sectorielles et  insulaires. | Non renseignzaée | | | (Le projet vient de démarrer en novembre 2017). |  |  |  |  |
|  |  |  | |
| Non renseignée | | | | |  |  |  |
| Révision de la SCA2D | | | | |  |  |  |

Même explication que précédemment : les notations « E », « M » et « F/N » ont été faites sur la base de l’atteinte des indicateurs. Les notations « M » indiquent que des actions sont en cours, en vert, « E », élevé et en rouge, « F-N » faible à nul. Il est recommandé dans ce cas de revoir ou bien l’indicateur ou le libellé de l’indicateur.

Le tableau synthèse ci-dessous montre comment, á mi-parcours, les différents produits contribuent à

l’atteinte de l’effet 3

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Synthèse Performances Effet 3 | | | | | | | |
| Effet | | | | Rappels Produits Contributeurs à l’Effet | | | |
| Libellé-Effet 3 | Rating | | | Rating | | | Libellés-Produits |
| E | M | F-N | E | M | F-N |
| **Effets 3 :** Les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative et économique en adéquation avec les pratiques de droits de l’Homme et de résilience |  |  |  |  |  |  | **Produit 4.** Les collectivités territoriales disposent des structures institutionnelles, des cadres opérationnels et des compétences pour promouvoir la résilience et le développement local. |
|  |  |  |  |  |  | **Produit 5.** Le pays dispose de mécanismes de gestion des cycles électoraux et de prévention et de gestion de conflits aux niveaux national, insulaire et local, prenant en compte l’équité du genre. |
|  |
|  |  |  |  |  |  | **Produit 6**. Le pays dispose d’un système de planification ainsi que d’un cadre de référence de réforme administrative qui articule des priorités nationales aux actions sectorielles et  insulaires. |
|  |

**Les produits du CPD contribue moyennement (avec un – moins) à l’atteinte de l’effet 3**

### 2.2.2.3 Efficacité de l’Effet 4 (sous-section spécifique y compris sur le genre)

Trois produits devraient être livrés qui contribueraient à assurer, aux populations les plus vulnérables, leur résilience aux changements climatiques. Dix indicateurs ont été identifiés pour mesurer l’atteinte des trois produits. Ce sont :

* Indicateur 7.1: Le pourcentage d’exploitants agricoles (désagrégé par sexe) des zones cibles qui adoptent des pratiques et techniques d’adaptation aux changements climatiques
* Indicateur 7.2: Informations agro-météorologiques fiables mises à disposition des décideurs et autres usagers régulièrement
* Indicateur 7.3: Nombre d’usagers (hommes et femmes) dans les zones cibles ayant accès à l’eau à des fins domestiques et agricoles
* Indicateur 7.4: Proportion de programmes et plans qui intègrent des approches favorisant la résilience de la ressource en eau aux changements climatiques
* Indicateur 8.1: Dotation d’un fonds d’urgence
* Indicateur 8.2: % d’interventions en réponse à des situations d’urgence
* Indicateur 8.3: Nombre de collectivités territoriales mettant en œuvre des plans de préparation et de réponse aux urgences
* Indicateur 8.4: Nombre de communautés maitrisant les procédures d’alertes.
* Indicateur 9. : Existence d’une stratégie nationale sur les énergies renouvelables
* Indicateur 9.2: Existence d’un cadre légal et règlementaire sur les énergies renouvelables

Les cinq projets qui devraient participer à l’atteinte des trois produits sont les suivants :

* Projet de renforcement des capacités d’adaptation et de résilience du secteur agricole aux changements climatiques – CRCCA
* Projet de renforcement des capacités – IBSA
* Projet ANCAR 2
* Projet de gestion des risques des catastrophes naturelles et climatiques
* Projet Géothermie.

Plusieurs réalisations à l’actif de la période 2015 – 2017, parmi lesquelles on peut citer l’élaboration du business plan des CRDE, la création d’un service agro météorologique et l’installation de quatre stations agro météorologiques, l’élaboration de lignes directrices d’adaptation du secteur agricole aux changements climatiques, la rédaction de quatre guides pratiques de terrain (guide sur la valorisation et la gestion de l’eau, guide sur les techniques de défenses et de restauration, guide sur les techniques économiques d’élevage de caprins, guide sur les techniques économique d’élevage de bovins), étude comparative des énergies renouvelables, étude comparatives des cycles des énergies renouvelables, etc. Mais force est de constater qu’au regard du temps restant pour la fin de cycle, il reste beaucoup d’effort à fournir pour la réalisation des trois produits. L’analyse des réalisations indiquent bien la progression vers l’atteinte des produits mais il y a fort à craindre que si les indicateurs sont maintenus tels quels, il soit difficile de les mesurer à la fin du cycle. Nous recommandons une révision de ces indicateurs, non pas parce qu’ils sont mal-libellés, mais qu’ils sont un peu ambitieux au vu du temps restant pour la fin du cycle. Les indicateurs 7.4, 8.1, 8.4 et 9.2 pourraient être retirés de la liste et l’indicateur 7.1 revu en mettant à la place de « adoptent », « connaissent » à cause du temps restant pour la fin du cycle.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Synthèses Performances Produit |  |  |  |
| Libellé-Produit |  | Réalisations |  | Rating |  |
| **Produit 7.** Le pays dispose des capacités, des outils et des  technologies  d’adaptation  nécessaires pour réduire la vulnérabilité de l’agriculture aux changements climatiques. | E | M | F-N |
| L'introduction et la vulgarisation de 30 000 vitro plants de bananiers (variétés FHIA 17, FHIA18 et FHIA 23 tolérantes aux changements climatiques) au profit de 228 paysans dont 102 femmes a permis de remettre en valeur 30 ha pour une production de 888 tonnes pour la première année d’exploitation, 7992 tonnes pour deuxième année, 23976 tonnes en troisième année comblant le déficit de l’offre dû principalement aux variétés à faible rendement et sensibles au CC.  Construction d’ouvrages hydrauliques et des infrastructures de collecte d’eau de pluie ayant permis d’accroitre les capacités de stockage d’eau de 1580 m3 au profit de 250 exploitants agricoles dont 59% femmes (59%), permettant ainsi l'irrigation de 31 ha supplémentaires.  Développement des activités agricoles (irrigation des cultures vivrières et maraîchères) et d’autres activités génératrices de revenu autour des ouvrages hydrauliques ont permis une augmentation des revenus des ménages avec une marge nette supplémentaire comprise entre 1.500.000 et 3.000.000 de francs comoriens par hectare.  Introduction de la culture sous serre, avec trois serres équipées des systèmes d’irrigation goutte à goutte ayant permis de doubler la production maraichère en saison normale avec des rendements moyens passant de 9 tonnes à l’hectare en plein champ à 19 tonnes à l’hectare sous serres et d’étaler la production maraichère toute l’année avec possibilité de faire trois récoltes par an soit 57 tonnes par ha et par an.  De plus, la meilleure compréhension des variations climatiques a permis au CRDE de Fomboni, sur l’île de Mwali, de livrer des conseils agricoles avisés ayant abouti à une production maraichère hors saison et d’augmenter ainsi les revenus des paysans de la zone, notamment (67% de femmes).  Maitrise des conditions d’élevage à travers la stabulation et l’introduction des races améliorées ont permis de :  (i) multiplier par 5 la productivité laitière par vache en passant de 4 litres à 20 litres et celle de la viande de 600 kg en 18 mois pour la race améliorée contre 500 kg en 5 ans ;  (ii) obtenir des caprins prolifiques présentant un gain moyen quotidien de 400 g par jour en condition d’embouche soit un poids moyen de 75 kg au bout de 24 mois contre 35 kg au bout de trois ans pour la race locale ; Mise en place des étables fumières pilotes ayant notamment permis à une éleveuse de caprin de s’adapter aux conditions néfastes des changements climatiques, et de maitriser les conditions de conduite d’élevage et les techniques de production du compost.  (iii) augmenter la productivité d’œufs par poule pondeuse de 50 œufs par an pour la race locale à 200 œufs par an pour les hybrides et permettre la possibilité de pouvoir améliorer le potentiel des races locales à travers l’introduction des géniteurs (bovins et caprins) et des coq raceurs pour la volaille.  Vulgarisation des techniques et des bonnes pratiques de gestion durable des sols (compostage, murs de pierres sèches, paillage, semences tolérantes) qui ont permis l’aménagement de 567 ha au profit de 1417 exploitants agricoles dont 602 femmes.  Introduction de la contre saison maraichère 2017 en vue de tirer profit d’un aléa climatique (prolongation de la saison sèche) permettant de mobiliser 153 maraichers dont 104 femmes sur sept (7) hectares à Mwali.  Réalisation d’une étude sur l’utilisation du solaire pour la distillation des huiles essentielles d’ylang-ylang.  Elaboration de lignes directrices d’adaptation du secteur agricole aux changements climatiques  Quatre guides pratiques de terrain élaborés (guide sur la valorisation et la gestion de l’eau ; guides sur les techniques de défense et de restauration ; guide sur les techniques économiques d’élevage de caprins ; guide sur les techniques économiques d’élevage de bovins) et formation sur l’utilisation de ces guides  Introduction de la technologie du compostage et Installation de 150 compostières dans les six sites du projet, avec développement d’une nouvelle activité de vente du compost pour certain paysans  Mise en place de zones de captage pour abreuver les animaux (canaux et bassins pour améliorer la disponibilité de l’eau).  Élaboration de Fiches techniques et des protocoles y relatif pour la diffusion et la restitution du matériel végétal.  Création d’un service agro météorologique.  Installation de Quatre (4) stations agro météorologiques automatiques installées dont (2) à la Ngazidja, une à Ndzuani et une à Mwali. Acquisition de trois autres stations synoptiques pour les trois îles.  Elaboration du Bulletin agro- météorologique incluant des prévisions décadaire, dans le cadre de la mise en place d’un système de diffusion de l’infrmation agrométéorologique.  Renforcement des capacités technique de l’ANACM par l’Envoi en formation de 2 jeunes au centre AGRYMETH pour une formation de 3 ans en agrométéorologie.  Réhabilitation et construction des 6 CRDE (Centre Ruraux de Développement Economique), avec les infrastructures inovantes attenantes pour la formation des paysans (étables fumières, serres, système d’irrigation, infrastrtures de stockage de l’eau).  Elaboration participative des business plan de chaque CRDE, mis à jour régulièrement par les CRDE.  Elaboration d’une base de données des paysans formateurs et les membres des groupements | |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **PAS ENCORE DEMARRÉ**  **MAIS FINANCEMENT** | | IBSA | **(projet) PAS DEMARRÉ DISPONIBLE- 2018 – 2019** |  | |  | |  | |
|  |
|  | | | |  | |  | |  | |
| **Produit 8.** Les institutions étatiques et non étatiques disposent des mécanismes, des outils, et des moyens nécessaires pour la gestion des risques de catastrophes  naturelles et l’amélioration de la  résilience | Mise en place d’une unité de protection civile opérationnelle Elaboration d’un plan de contingence  **ANCAR2 début novembre**   * Les actions menées ont permis la mise en place d'une unité pilote de protection civile dans la Communes de Mbadani, à Ngazidja, regroupant 6 localités pour un totale de 9,243 habitants soit 9% des communes cibles. La mise en place de l'unité a permis de former 100 volontaires, dont 30% de femmes, sur les techniques de secours à personnes et de lutte contre les incendies. L’action à ce niveau a également permis l'organisation d'un exercice de simulation de l'exécution du plan d'organisation de secours et de la protection civile. Par ailleurs, pour amplifier les progrès déjà enregistrés et garantir les changements projetés, un nouveau projet de grande envergure visant le renforcement de la résilience du pays aux risques de catastrophes liées aux changements et à la variabilité climatique, et pour lequel les financements sont déjà acquis, devra démarrer courant 2017. Ce dernier permettra très certainement de couvrir largement toute l’étendue des résultats programmés dans les délais requis au niveau de ce produit. En ce qui concerne la coordination intersectorielle, le pays dispose de cinq secteurs : Eau, hygiène et assainissement ; Education et protection ; Hébergement et Articles de première nécessité ; Logistique, Communication et Sécurité ; Santé et nutrition. Ces secteurs sont chargés d’assurer la coordination intersectorielle à travers le plan de contingence national, les plans Karthala, cyclone et tsunami ou le plan POLMAR. En outre, une Stratégie National de Réduction des Risques de Catastrophes et de son Plan d’action a été élaborés en 2015 avec des recommandations pour restructurer la Plateformes national pour la Prévention et RRC. * Les actions menées ont permis la mise en place d'une unité pilote de protection civile dans la Communes de Mbadani, à Ngazidja, regroupant 6 localités pour un totale de 9,243 habitants soit 9% des communes cibles. La mise en place de l'unité a permis de former 100 volontaires, dont 30% de femmes, sur les techniques de secours à personnes et de lutte contre les incendies. L’action à ce niveau a également permis l'organisation d'un exercice de simulation de l'exécution du plan d'organisation de secours et de la protection civile. Par ailleurs, pour amplifier les progrès déjà enregistrés et garantir les changements projetés, un nouveau projet de grande envergure visant le renforcement de la résilience du pays aux risques de catastrophes liées aux changements et à la variabilité climatique, et pour lequel les financements sont déjà acquis, devra démarrer courant 2017. Ce dernier permettra très certainement de couvrir largement toute l’étendue des résultats programmés dans les délais requis au niveau de ce produit. En ce qui concerne la coordination intersectorielle, le pays dispose de cinq secteurs : Eau, hygiène et assainissement ; Education et protection ; Hébergement et Articles de première nécessité ; Logistique, Communication et Sécurité ; Santé et nutrition. Ces secteurs sont chargés d’assurer la coordination intersectorielle à travers le plan de contingence national, les plans Karthala, cyclone et tsunami ou le plan POLMAR. En outre, une Stratégie National de Réduction des Risques de Catastrophes et de son Plan d’action a été élaborés en 2015 avec des recommandations pour restructurer la Plateformes national pour la Prévention et RRC. * De plus, un partenariat s’inscrivant dans une logique de coopération triangulaire impliquant l’Observatoire Volcanologique du Karthala (OVK - Comores) et Le United States Geological Survey (USGS) a été initié et facilité par le PNUD. Cette coopération de l’OVK avec Le United States Geological Survey (USGS) s’est traduit par la venue d’une mission de deux experts de l’USGS à Moroni pour l’évaluation des besoins en capacités de collecte des données et d’évaluation des activités sismiques, et l’installation d’une station sismique. Cette mission a conclu sur l’engagement de fournir à l’OVK 6 nouvelles stations sismiques courant 2017 et la formation du personnel de l’OVK sur l’exploitation et l’utilisation de ces stations. Dans la même perspective, un partenariat a également été initié entre l’Agence Nationale de l’Aménagement du Territoire (ANAT) du Sénégal et la DGSC afin de mettre en place un système d’information géographique d’envergure nationale aux Comores. * De plus, un partenariat s’inscrivant dans une logique de coopération triangulaire impliquant l’Observatoire Volcanologique du Karthala (OVK - Comores) et Le United States Geological Survey (USGS) a été initié et facilité par le PNUD. Cette coopération de l’OVK avec Le United States Geological Survey (USGS) s’est traduit par la venue d’une mission de deux experts de l’USGS à Moroni pour l’évaluation des besoins en capacités de collecte des données et d’évaluation des activités sismiques, et l’installation d’une station sismique. Cette mission a conclu sur l’engagement de fournir à l’OVK 6 nouvelles stations sismiques courant 2017 et la formation du personnel de l’OVK sur l’exploitation et l’utilisation de ces stations. Dans la même perspective, un partenariat a également été initié entre l’Agence Nationale de l’Aménagement du Territoire (ANAT) du Sénégal et la DGSC afin de mettre en place un système d’information géographique d’envergure nationale aux Comores. | | | | |  | |  | |  | |
| **Produit 9**. Le pays dispose du cadre politique, juridique et réglementaire pour la promotion et le développement des énergies renouvelables | * Etude de surface chimique et géothermique * Code minier * Etude de comparaison des énergies renouvelables * Etude comparative des cycles de vies des énergies renouvelables * Volcanic Hazard Assessment at Karthala Volcano, Grande Comore, Comores Islands | | | |  | |  | |  | |
| • | Élaboration de la feuille de route du secteur Énergie de l’Union des Comores | | |  | |  | |  | |
| • | Cadre légal et règlementaire sur les énergies renouvelables | | |  | |  | |  | |

Même explication que précédemment : les notations « E », « M » et « F/N » ont été faites sur la base de l’atteinte des indicateurs. Les notations « M » indiquent que des actions sont en cours, en vert, « E », élevé et en rouge, « F-N » faible à nul. Il est recommandé dans ce cas de revoir ou bien l’indicateur ou le libellé de l’indicateur.

Le tableau synthèse ci-dessous montre comment, á mi-parcours, les différents produits contribuent à l’atteinte de l’effet 4

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Synthèse Performances Effet 1 | | | | | | | |
| Effet | | | | Rappels Produits Contributeurs à l’Effet | | | |
| Libellé-Effet 4 | Rating | | | Rating | | | Libellés-Produits |
| E | M | F-N | E | M | F-N |
| **Effets 4 :** Les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises |  |  |  |  |  |  | **Produit 7.** Le pays dispose des capacités, des outils et des technologies d’adaptation nécessaires pour réduire la vulnérabilité de l’agriculture aux changements climatiques. |
|  |  |  |  |  |  | **Produit 8.** Les institutions étatiques et non étatiques disposent des mécanismes, des outils, et des moyens nécessaires pour la gestion des risques de catastrophes naturelles et l’amélioration de la résilience |
|  |  |  |  |  |  | **Produit 9**. Le pays dispose du cadre politique, juridique et réglementaire pour la promotion et le développement des énergies  renouvelables |

**Les produits du CPD contribue moyennement (avec un +) à l’atteinte de l’effet 4**

#### *2.2.3 L’efficience*

**Efficience** : Dans quelle mesure les moyens mis en œuvre dans les délais impartis ont-ils permis d’atteindre les résultats escomptés ?

Pour approcher le rapport coûts-avantages du Programme Pays, quelques dimensions clés doivent être croisées, que résument les questions suivantes :

* Les ressources sont-elles adéquates ?
* Les livraisons sont-elles de qualité et les dépenses opportunes ?
* Les processus sont-ils diligents ?
* Le système de suivi-évaluation et le dispositif de communication sont-ils performants ?

2.2.3.1 Les ressources sont-elles adéquates ?

Les ressources estimatives, en dollars américains (USD), projetées pour la mise en œuvre de l’UNDAF 2015-2019 des Comores est de US$ 94 835 000, dont 59,5% sont déjà disponibles[[6]](#footnote-6). Le budget estimatif PNUD était de US$ 44,200,000 dont US$ 37,800,000 soit 85,52% et US$ 6,400,000 à mobiliser soit 14,4%.

Le total des ressources de 2015 à 2017 est de 22,297,872 et les dépenses de 21,081,671[[7]](#footnote-7). 94% des ressources ont alors été dépensées. Le tableau ci-dessous montre les ressources et les dépenses de 2015 á 2017 par an et par effet, effets 1, 3 et 4.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2015** | **Ressources** | **Dépenses** |  |  | **Effet1** | **Ressources** | **Dépenses** |  |
| Effet 1 | 4795251 | 4600471 | 2015 | 4795251 | 4600471 |
| Effet 3 | 469433 | 310521 | 2016  2017    **Effet3**   |  | | --- | | 2015 |   2016  2017 | 5570242 | 5309389 |
| Effet 4 | 1181770 | 980689 |
| 6742247 | 6681447 |
| **2016**   |  | | --- | | Effet 1 | | Effet 3 | | Effet 4 |     **2017**   |  | | --- | | Effet 1 | | Effet 3 | | Effet 4 | | |  |  | | --- | --- | | **Ressources** | **Dépenses** | | 5570242 | 5309389 | | 724493 | 635600 | | 1205300 | 1097211 | | **Ressources** | **Dépenses** | | 6742247 | 6681447 | | 897716 | 770683 | | 711420 | 695660 | | |
| |  | | --- | | **Ressources** | | 469433 | | 724493 | | 897716 | | |  | | --- | | **Dépenses** | | 310521 | | 635600 | | 770683 | |
| **Effet4** | **Ressources** | **Dépenses** |
| 2015 | 1181770 | 980689 |
| 2016  2017 | 1205300 | 1097211 |
| 711420 | 695660 |

28

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **5000000**  **4000000**  **3000000**  **2000000**  **1000000 0** | **Année 2015**    **Effet 1 Effet 3 Effet 4**  Ressources Dépenses |  |  | **6000000**  **5000000**  **4000000**  **3000000**  **2000000**  **1000000 0** | **Année 2016**    **Effet 1 Effet 3 Effet 4**  Ressources Dépenses |
|  |  |
|  | **8000000**  **6000000**  **4000000**  **2000000 0** | **Année 2017**    **Effet 1 Effet 3 Effet 4**  Ressources Dépenses |  | Comme il est aisé de le constater, les ressources et dépenses de l’effet 1 sont plus considérables que pour les effets 3 et 4. L’explication qui découle de cet état de fait est que plusieurs projets des effets 3 et 4 ont démarré en novembre 2017 (Projet d’appui à la planification et à la coordination de l’action gouvernementale) ou en cours de lancement (Projet ANCAR2). Des financements sont encore en cours de négociation, ce qui explique que plusieurs indicateurs n’ont pu être renseignés | | |

**Ressources et dépenses par effet et par an**

Les tableaux ci-dessous nous montrent les ressources et les dépenses par effet pour les années 2015, 2016 et 2017 et donne une rapide photo des taux de consommation par an et par effet.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 7000000  6000000  5000000  4000000  3000000  2000000  1000000 0 | **Effet 1**    **2015 2016 2017**  **Ressources Dépenses** |  |  | 900000  800000  700000  600000  500000  400000  300000  200000  100000 0 | **Effet 3**    **2015 2016 2017**  **Ressources Dépenses** |
|  | 1400000  1200000  1000000  800000  600000  400000  200000 0 | **Effet 4**    **2015 2016 2017**  **Ressources Dépenses** |  | Le constat est que les ressources des effets 1 et 3 se sont accrues d’année en année et concomitamment, les dépenses ou le taux de consommation. Ce qui n’est pas le cas de l’effet 4 dont les ressources ont diminué en 2017. | | |

Le tableau d’analyse et de suivi de la mobilisation des ressources du bureau pays Comores, mars 2017 indique que les ressources Core et Non Core disponibles étaient de US$ 45,500,000 et met en exergue les quelques gaps ainsi que les ressources qui restent à mobiliser. L’environnement comorien étant caractérisé par un nombre restreint de partenaires financiers, il est à craindre que des produits ne puissent être mis en œuvre par faute de financement ou de financement tardif, ce qui risque d’avoir un impact sur la performance du programme pays. Plusieurs produits ont encore des gaps considérables dans la recherche de financement. C’est le cas des produits 3, 4 par exemple. Pour d’autres, les PIF[[8]](#footnote-8) sont en cours de préparation. Pour d’autre encore, les documents de projets sont à soumettre au GEF[[9]](#footnote-9). Cette difficulté de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de quelques projets dictent l’urgence de révision afin de ne retenir que les produits pour lesquels les ressources financières sont mobilisables dans un bref délai. Il impose aussi le renforcement de partenariat stratégique avec le Gouvernement pour la

30

mobilisation de ressources (développement de stratégies communes de mobilisation de ressources) et le développement de projets/programmes conjoints non seulement avec les autres agences mais aussi avec le Gouvernement (Delivery Result Together). La révision en cours de la SCA2D devrait offrir cette opportunité au PNUD et aux agences des Nations Unies dans leur ensemble.

2.2.3.2 Les livraisons ont-elles été de qualité et les dépenses opportunes ?

Les produits livrés sont réputés dans l’ensemble d’une solidité avérée, vu qu’ils ont été élaborés et rendus sur la base des procédures de rang international. Tant les équipements installés, que les formations et l’expertise d’accompagnement mise à disposition pour développer les capacités nationales ont obéi à des exigences de qualité.

Nous n’avons pas eu connaissance de faits de gestion non satisfaisante. Le PNUD veille à l’utilisation judicieuse des ressources mises à disposition pour les différents projets ou appuis ponctuels.

2.2.3.3 Les processus ont-ils été diligents ?

L’exécution du Programme est assujettie à une modalité d’exécution nationale (NEX ou NIM : National Implementation Modality) qui peut être fait de plusieurs manière. Les activités ou les acquisitions à réaliser sont identifiées par les institutions et acteurs bénéficiaires au niveau de la partie nationale qui élaborent les requêtes en collaboration avec les chargés de programmes du PNUD. Selon une première sous-modalité de l’exécution nationale, les ressources sont versées *ex-ante* à l’agence d’exécution nationale qui les exécute conformément au plan de travail annuel – PTA - et justifie la régularité des emplois couverts avant de recevoir les décaissements suivants (Full NIM). Une seconde sous-modalité consiste en des paiements dits directs, où le PNUD liquide directement la dépense en se basant sur la définition d’activités transmises par l’agence nationale d’exécution : NIM sans transfert de ressources à l’agence nationale d’exécution ou avec paiement direct. Il y a une troisième sous modalité dans laquelle des activités dont le budget dépasse un certain montant peuvent être directement exécutées par le PNUD au profit de la partie nationale.

Ces procédures sont jugées sécures et diligentes par les parties rencontrées, tant au niveau de la partie nationale qu’au sein du PNUD. Malgré tout, globalement, la mise en œuvre des activités est contrariée par la signature tardive des Plans de travail annuels. En règle générale ces cadres de programmation ne sont signés que vers la fin de premier trimestre, ce qui laisse neuf mois au plus pour exécuter des portefeuilles qui étaient prévus pour douze. Naturellement, la volonté d’afficher, *in fine*, des taux d’absorption confortables, incite à augmenter les cadences sur cette durée tronquée, ce qui ne manque pas d’avoir une incidence néfaste sur la qualité stratégique des livraisons. Les retards dans la production des PTA sont dus en partie à des cycles de programmation insuffisamment précoces, et pour une autre à une maîtrise pas toujours suffisante des procédures du PNUD par les équipes des agences nationales d’exécution.

Le PNUD devrait pourvoir à l’accompagnement technique des partenaires d’exécution localisés dans les différentes administrations partenaires ou au sein des organisations de la société civile par le recrutement de VNU par exemple. Le PNUD organise certes des formations ponctuelles sur ses procédures mais à entendre les cadres des administrations partenaires ces formations ne permettent pas de consolider la structure dans la durée.

### 2.2.3.4 Le système de suivi-évaluation et le dispositif de communication ont-ils été performants

Les fonctions de suivi et d’évaluation et de communication sont des déterminants importants de l’efficience, dans la mesure où leur fonctionnalité apporte au Programme une efficacité marginale, c’està-dire une productivité accrue à consommation constante de ressources. Le suivi et l’évaluation permet au Programme pays de s’auto diagnostiquer régulièrement et de produire ses propres remédiations pour rester performant, ou améliorer ses performances, tandis que la communication crée de la productivité en lissant les processus de mise en œuvre grâce aux meilleurs réglages d’interfaces entre acteurs internes d’abord, avec les partenaires externes ensuite.

Le système de ***suivi et l’évaluation*** est basé sur celui de l’UNDAF qui prévoit, hormis les revues annuelles, les évaluations à mi-parcours et finale. Quatre groupes d’effets sont mis en place et censés se réunir périodiquement. Le PNUD étant présent dans trois des quatre groupes d’effets, le suivi de la mise en œuvre de l’UNDAF et par ricochet du CPD, devrait se faire par ce biais. Il est malheureusement remarqué que ces groupes d’effets ne se réunissent pas régulièrement. Néanmoins, les revues annuelles de l’UNDAF se font régulièrement (2015, 2016 et 2017) et sont des occasions pour les agences des Nations Unies y compris le PNUD, de passer en revue le CPD afin de fournir des inputs pour les revues annuelles de l’UNDAF. Une revue du CPD de manière périodique, semestriellement par exemple, aurait permis au PNUD de mieux suivre le indicateurs et la mise en œuvre des projets. Ces revues sont des occasions pour mesurer le niveau d’atteinte des résultats escomptés et de prendre des mesures correctives requises.

Les insuffisances du suivi que nous avons remarqué s’explique en partie par l’absence d’un chargé du suivi et d’évaluation qui aurait aidé à combler ce vide. Le PNUD a, certes, recruté un chargé du suivi et d’évaluation mais pour des raisons personnelles ce dernier n’a pu rester au poste que pour moins d’une année. Le recrutement d’un autre chargé du suivi et de l’évaluation se fera sous peu, nous a-t-on dit.

32

S’agissant de la ***communication***, elle s’est aussi davantage basée sur la stratégie de communication de l’UNDAF même si au sein du PNUD, il y a un responsable de la communication. Elle est très peu visible et devra se faire plus agressive pour mettre en exergue les résultats atteints par le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre du CPD.

#### *2.2.4 La durabilité/viabilité*

**Durabilité / viabilité** : Dans quelle mesure la pérennisation du processus et projets du CPD 2015-2019 sontils durables ?

La durabilité des acquis d’un Programme est fonction de déterminants clés, d’amont et d’aval. En amont, il y a la qualité des produits livrés, et en aval la qualité de l’appropriation des bénéficiaires et leur capacité à prendre le relai et à tenir un résultat. Sans produits de qualité, l’on ne peut envisager de réelle pérennité. Aussi bien, si de bons produits ont été livrés mais ne sont pas tenus comme ils devraient l’être et que la contrepartie nationale n’est pas réellement prête à les porter comme ils l’étaient dans le cycle de programmation révolu, l’on ne peut pas davantage parler de durabilité.

Sur le plan méthodologique, l’approche institutionnelle mise en avant est aussi, au-delà de la qualité des livraisons, un facteur propice à une bonne pérennité. Les interventions sont ancrées dans un cadre institutionnel national animé par les structures étatiques et/ou les organisations de la société civile. Ces partenaires, ayant statut d’agences d’exécution, s’efforcent d’être en première ligne dans la définition de leurs besoins et la mise en œuvre des activités servant de cadre de prise en charge de ces besoins. Seule restriction à apporter à cette logique d’assistance vertueuse, la pratique des paiements directs, utilisée là où les procédures financières nationales sont jugées non encore satisfaisantes, tend à susciter au sein des institutionnels nationaux le sentiment qu’ils ne tiennent que partiellement les opérations menées au titre du Programme pays.

La robustesse des produits et du cadre méthodologique étant acquise dans l’ensemble sur le programme pays, sont-ils reçus et gérés dans l’environnement et le contexte comorien dans une perspective de durabilité ? L’appropriation nationale ressort plus forte au niveau des extrémités de la chaîne de bénéfice national. Au tout premier niveau, politique, l’engagement montré par l’exécutif est élevé, qu’il s’agisse du chef de l’Etat ou de Ministres. Au niveau opérationnel aussi, les bénéficiaires directs montrent globalement un engagement de grande qualité et un enthousiasme très élevé pour les actions menées dans le cadre du CPD. Sur les activités génératrices de revenus à la base, une réelle conscience communautaire se construit progressivement, propice au prolongement et à l’amplification des acquis.

Enfin, le contexte du pays, non plus, n’est pas neutre par rapport à la préservation des acquis du programme qui en sont parfois fragilisés, voire menacés. Les tensions sur les finances publiques empêchent l’Etat d’assumer au mieux ses responsabilités en matière de contrepartie budgétaire. Les lignes de contrepartie insérées dans le budget d’investissement vont en s’amenuisant. Dans un tel contexte, la fin des appuis des Programme se profile comme une menace sur leurs acquis. Enfin, le Programme Pays lui-même n’a pas formellement construit de stratégie de pérennisation (« exit strategy »). La durabilité reste cependant fragile tant que le PNUD n’aidera pas le gouvernement à mobiliser les ressources endogènes.

***2.2.5 Résultats et conclusions globaux (y compris des réponses aux questions***

#### *principales d’évaluation)*

Au regard des critères d’évaluation du Comité d’Aide au Développement, de l’OCDE, la situation de CPD à mi-parcours se présente comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ▪ | ***Pertinence*** : Le Programme Pays – CPD 2015-2019 est ressorti pertinent du point de vue stratégique et opérationnel, dans le mesure où il était en ligne avec l’UNDAF et les priorités de développement de la partie nationale, d’une part, et qu’il a effectivement, sur le terrain, contribué à résorber des besoins avérés, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de la promotion de la gouvernance avec les pratiques de droits de l’Homme et de la résilience des populations vulnérables face aux changements climatiques et aux crises et de la gestion de crises. | |
| ▪ | ***Efficacité*** : le CPD 2015-2019, à mi-parcours, a une efficacité légèrement au-dessus de la moyenne. A l’actif du PNUD, des outils de formulation de politiques, d’internalisation de la gouvernance en adéquation avec les pratiques de droits de l’Homme et de la résilience dans les cadres stratégiques, de mise en œuvre et suivi de ces cadres, ont été développés, à l’intérieur de processus qui ont aussi été des lieux de développement de capacités pour les différents partenaires nationaux. Au niveau opérationnel, des solutions économiques et sociales ont été apportées aux populations sous forme d’activités génératrices de revenus, d’emplois, de possibilité de crédits, et d’autres services liés à d’autres types d’équipements collectifs ; la gouvernance politique, administrative, économique a été consolidée, soit directement par le renforcement de son intégrité soit indirectement à travers le renforcement de ses foyers de contrôle | |
| ▪ | ***Efficience*** : les activités du CPD, à travers la mise en œuvre des projets, ont montré une certaine efficience, en étant insérées dans une gestion de bon standing qui optimise les emplois de ressources. L’efficience globale du CPD s’est quant à elle heurtée au fait qu’il n’y a pas eu de la part des agences des Nations Unies une réelle volonté ou capacité à s’inscrire dans l’esprit du Programme, en faisant jouer les synergies et les subsidiarités inter-agences pour optimiser la productivité marginale de chaque unité monétaire investie ; dit autrement, on peut raisonnablement penser les résultats obtenus sans synergies programmatiques réelles auraient été plus consistants ou moins coutants avec de telles synergies. |
| ▪ | ***Durabilité*** : l’ancrage des interventions dans une exécution nationale qui mettait les entités nationales en responsabilité, favorisait à priori une certaine appropriation, gage elle-même d’une bonne durabilité de résultats ; malgré tout, l’appropriation nationale est ressortie mitigée, plus forte aux niveaux politique et opérationnel, plus diluée au milieu de la chaîne où les capacités de mobilisation des ressources du Gouvernement restent encore faibles pour prendre la relève des actions posées. |

## 2.3 Analyse de la prise en compte du genre dans la conception et la mise en œuvre du CPD

Le PNUD a traduit l’intégration de la question du genre à ses politiques, programmes et opérations. La Stratégie du PNUD pour la promotion de l’égalité des sexes 2014–2017 contient des directives sur la manière d’intégrer la question du genre dans l’ensemble des activités qui bénéficient du soutien du PNUD. La politique du FEM[[10]](#footnote-10) relative à l’intégration de la question du genre traite du rapport entre égalité hommes-femmes et durabilité de l’environnement, vers l’intégration de la question du genre à ses politiques, programmes et opérations. Les projets du PNUD financés par le FEM respectent cette exigence du FEM.

Eu égard à ce qui précède, les neuf produits du CPD et/ou les indicateurs intègrent la question du genre. Toutes les activités prennent aussi en compte cette approche sexo spécifique. Et les réalisations sont là comme preuve de l’intégration de la question du genre. Exemples :

* 502 jeunes dont 233 jeunes femmes ont été formés en agence de voyage, guide touristique, Eco garde, restaurant et cuisine ;
* Mise en place d’une “Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Union des Comores"
* Dix organisations de la société civile dont quatre (4) des organisations féminines soit 40% font partie de la plateforme de veille.
* Le comité de pilotage de la plateforme est composé de 13 membres dont 38% de femmes
* Mobilisation de 400 femmes et jeunes et formation sur la manière de gérer, vérifier les bureaux de vote
* 25,50% des scrutateurs sont des femmes etc.

S’agissant notamment de la promotion des activités de préservation de la biodiversité qui sont génératrices de revenus, la question du genre est en train d’être prise en compte afin de se concentrer tout particulièrement sur les activités les plus bénéfiques pour les groupes les plus vulnérables, tels que les femmes, les jeunes, les enfants, les personnes âgées, les personnes sans terres et les personnes

34

déplacées. A mi-parcours du CPD, il est aisé de remarquer qu’un effort est fait dans le cadre de l’intégration du genre. Exemple dans le projet RNAP, il y a eu « 54 comités de cogestion villageoises où siègent à 50% des femmes”.

La question du genre fait partie des questions sociales qui sont suivies tout au long de la mise en œuvre du CPD ainsi que des projets du CPD. La conception et la mise en œuvre du projet ont veillé à la fois à un équilibre adéquat dans la composition des participants au projet et à la répartition équitable des bénéfices. En outre, pour contribuer à garantir que la question du genre ne devienne pas une question à la marge, les indicateurs sensibles à la question du genre occupent une bonne place parmi les indicateurs. Cette considération particulière apportée aux questions de genre s’inscrit en droite ligne dans d’autres initiatives portant sur la question du genre/ l’égalité hommes-femmes dans l’Union des Comores, telles que la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, que l’archipel des Comores a ratifiée en 1980.

Sur la base de la forte implication des femmes et des groupes de femmes en production tels que le Réseau Femme, les activités de transformation et de commercialisation, tous les projets mis en œuvre par le PNUD font les efforts pour impliquer les femmes et renforcer, non seulement leurs capacités techniques, mais aussi leurs capacités interpersonnelles et managériales afin qu’elles soient plus organisées, gèrent les activités et améliorent leurs compétences en négociation. Tous les groupes de femmes participent aux activités de prise de décision des projets d’une manière générale. Bien que le rôle des femmes soit généralement reconnu, nous avons noté qu’elles sont encore marginalisées dans la plupart des activités de planification et de prise de décision. Le taux élevé d'analphabétisme limite hélas leur pleine participation et leur participation au processus de développement socio-économique de de leur terroir.



L’élaboration et la mise en œuvre des projets contribuant l’atteinte des effets 1, 3 et 4 de l’UNDAF indiquent que le PNUD s’est investi à créer les conditions pour une mise en œuvre réussie de son cadre de coopération 2015-2019. Le PNUD, par son leadership, a su rallier, outre les bailleurs, les partenaires gouvernementaux et de la société civile, autour de la nécessité de s’engager collectivement et individuellement dans une démarche privilégiant et valorisant les synergies pour la réalisation des produits rattachés aux effets 1,3, et 4.

Le PNUD a développé à travers ses projets, une collaboration fructueuse dans des actions communes et novatrices et des objectifs partagés avec les autres partenaires au développement du SNU ainsi que des stratégies partenariales en vue de l’atteinte des effets escomptés, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

La mise en place d'un dispositif de monitoring des élections et de la violence électorale basé sur les expériences de certains pays africains, mobilisant plusieurs partenaires et utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, est un enseignement intéressant pour la prévention et la gestion des conflits électoraux.

Le PNUD s’est également déployé à promouvoir l’appropriation nationale et le renforcement des capacités nationales des institutions locales dans la mise en œuvre des projets notamment le Projet RSS

en confiant la construction des infrastructures de défense et de sécurité aux Régies des travaux publics des îles et en impliquant la CNDH dans la formation des militaires.

L’intégration de principes opérationnels fondamentaux visant à renforcer l’action du PNUD en faveur du développement, à savoir les approches fondées sur les droit de l’Homme, l’égalité et l’équité du genre et la participation de la population, a été systématique et effective dans les divers projets.

Il est à retenir aussi que la volonté de mettre en œuvre les projets du CPD a amené le PNUD a développer une stratégie efficace de mobilisation des ressources qui porte ses fruits. L’assiette des partenaires techniques et financiers a augmenté : Coopération Sud/Sud à travers entre autres IBSA, le Centre de recherche du Burundi (AGROBIOTECH) , l’Agence Nationale de l’Aménagement du Territoire du Senegal et l’Institut Sud-Africain (African Research Center), la Coopération turque pour les ODD, le Mécanisme Intégré, la Coopération française, l’AFD, la France, l’Union Européenne, le PNUE, l’ONG SILATEK (Qatar), l’USGS (USA). Il urge que le PNUD maintienne et renforce ces relations avec ces partenaires et élargisse.



Au vu de l’analyse de la mise en œuvre et des leçons apprises, nous proposons les recommandations ci-après :

* Faire une révision du contenu du CPD en revoyant à la baisse les indicateurs difficles à atteindre à la fin du cycle
* Faire la revue des indicateurs en les alignant sur les projets en cours de mise en œuvre ou en cours de démarrage et supprimer ceux qui ne pourront pas être renseignés à la fin du cycle : focaliser les moyens humains mais aussi matériels sur les indicateurs du CPD qui seront retenus après la révision du CPD ;
* Prévoir des interventions pour l’appui à la CENI et à la plateforme de veille citoyenne des femmes et des jeunes dans la perspective du prochain cycle électoral de 2019 et pour consolider les acquis obtenus ;
* Développer des projets intégrés pour chaque effet susceptibles d’adresser à la fois des défis multiples et dans une approche croisée en adéquation avec la vision du nouveau plan stratégique du PNUD et de la SCA2D revisée.
* Renforcer l’équipe du programme par le recrutement d’un nouveau chargé de programme et d’un associé de Suivi et Évaluation.

La mise en œuvre de ces recommandations constituent un impératif si le PNUD veut atteindre les résultats escomptés à la fin du cycle d programmation actuel et de pre2parer le prochain cycle de coopération avec l’Union des Comores.



## 5.1. TDR pour l’évaluation

|  |  |
| --- | --- |
| **1.** | **Contexte** |
|  |  |
| **1.1.** | **Contexte économique et social** |

L’Union des Comores est constituée des quatre îles de Mwali, Ndzouani, Ngazidja et Maore. Cette dernière étant sous administration française depuis l’accession du pays à l’indépendance et fait l’objet d’un contentieux territorial entre l’Union des Comores et la France, les données fournies dans ce document ne concernent que les trois premières îles. Ces dernières comptaient 669 327 habitants en 2009 dont environ 51% à Ngazidja, 42% à Ndzouani et 7% à Mwali. Le pays a connu en 2011 une croissance économique estimée à 2%. Tirée notamment par les performances des exportations agricoles et par une demande finale essentiellement privée soutenue par les transferts des fonds des émigrés. La croissance devrait atteindre 3,1 % en 2012 et 3,5 % en 2013. Malgré cette croissance en nette progression, celle-ci ne permet pas de compenser la croissance démographique estimée à 2,1%. Il en résulte une progression négative du PIB par habitant qui se traduit par une incidence de la pauvreté de 45% parmi les individus et de 37% parmi les ménages en 2004.

L’Union des Comores s’est engagée depuis 2001 dans un processus de consolidation de la paix et de la démocratie qui a porté ses fruits : deux alternances démocratiques ont pu être assurées (2006 et 2011). Cette stabilité retrouvée a permis au Gouvernement de lancer d’importants chantiers de développement. Les réformes engagées ont notamment permis d’atteindre le point d’achèvement de l’Initiative en faveur des PPTE conduisant à une réduction de 56% de la dette extérieure et ouvrant de nouvelles perspectives pour accroître les investissements publics, doper la croissance par la relance du secteur privé et renforcer la lutte contre la pauvreté.

A la faveur du retour de la stabilité politique et de la reprise des relations avec les principaux partenaires de développement, le pays a connu une période de stabilisation macroéconomique et un taux de croissance positif de 2,7% sur la période 2010-2013. Toutefois, les efforts consentis restent largement insuffisants pour réduire la pauvreté, avec un taux de croissance démographique de 2,2% par an.

Selon l'analyse de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D), les Comores, Etat insulaire densément peuplé, font face à de nombreux défis, dont les plus pertinents, et pour lesquels le PNUD est à même de produire des changements sont : a) la gouvernance, qui implique des réponses adéquates à la fragile stabilité politique, aux faibles performances de l’administration et aux processus de décentralisation et de développement local en gestation; b) la résilience des individus, des ménages, des communautés, des institutions et des secteurs productifs; c) l’adaptation au changement climatique et l’atténuation de ses effets; le défi du développement des différentes îles conjugué à celui des mesures d’adaptation/atténuation face au changement climatique; d) l’accélération et la diversification de la croissance : la croissance économique retrouvée reste fragile par ses sources, insuffisante par son rythme et très peu créatrice d’emplois, notamment pour les jeunes et les femmes. Pour y remédier, la SCA2D est bâtie sur une hypothèse de croissance de l’ordre de 7%.

La faible représentativité des femmes aux instances de décision appelle des mesures spécifiques de nature à assurer une pleine participation aux processus décisionnels.

Dans la perspective de relever l’ensemble des défis recensés dans le cadre d’un processus hautement participatif et inclusif associant la société civile, le secteur privé, les partis politiques, les organisations communautaires de base, les partenaires de développement sous le leadership du Gouvernement, la SCA2D se focalise sur quatre axes majeurs : Accélération, diversification et durabilité de la croissance ; Développement des infrastructures de soutien à la croissance ; Accès amélioré aux services sociaux de base et résilience accrue des ménages ; Renforcement de la gouvernance et des capacités de résilience institutionnelle et humaine.

|  |  |
| --- | --- |
| **1.2.** | **Contexte du Programme pays** |

Elaboré sur la base des priorités nationales définies dans la SCA2D 2015-2019 et en adéquation avec le PNUAD 2015-2019, le programme proposé tient compte des avantages comparatifs du PNUD et des enseignements tirés du programme précédent. Il est bâti autour de trois piliers prioritaires articulés autour de la résilience des individus, des institutions et des systèmes, et interreliés pour la réduction de la pauvreté.

1. Tenant compte de la forte vulnérabilité du pays aux changements climatiques et ses répercussions sur l’économie et la population, **la première priorité porte** sur le développement de mesures d’adaptation et d'atténuation. En matière d'adaptation, l'action sera menée au profit des hommes et des femmes les plus vulnérables dans le domaine de l'eau, de l'agriculture et des risques de catastrophe. En matière d’atténuation, l’assistance du PNUD portera sur la gestion intégrée des déchets et la promotion des énergies renouvelables, notamment la géothermie **;**

1. **La deuxième priorité porte sur** la conservation de la biodiversité et la valorisation des services éco systémiques, comme vecteur de croissance et durabilité du développement ;

1. **La troisième priorité** adresse les défis liés à la gouvernance avec un focus sur les défis liés à la décentralisation et le développement local ainsi que les processus électoraux et la prévention des conflits ; tout en accompagnant la réforme de l’administration publique.

Par ailleurs, il convient de souligner que le CPD 2015 -2019 , est aussi aligné sur deux axes de la SCA2D et participe à la réalisation de trois effets du PNUAD, à savoir Effet 1 : les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d’emplois décents ; Effet 3 : les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative et économique en adéquation avec les pratiques de droits de l’homme et de résilience ; et Effet 4 : les populations les plus vulnérables assurent leur résilience au changement climatique et aux crises. En outre, ces trois effets escomptés du programme pays s'inscrivent dans la visée de trois résultats du Plan stratégique (2014-2017). Il convient également de relever que, le ciblage des interventions, notamment sur le plan géographique et celui des bénéficiaires, est systématiquement basé sur des études de vulnérabilité, et des évaluations environnementales et sociales mettant l’accent sur les jeunes, les femmes, les personnes vivant avec des handicaps et les plus pauvres. Dans cette visée, le présent programme adopte une approche croisée dans l’analyse des problèmes couplée à un meilleur ciblage des acteurs et des zones de concentration des interventions. Ce programme s’inscrit également dans une perspective de poursuite des efforts déjà entamés visant à réduire le nombre de petites interventions au profit d’une approche programme centrée sur des actions stratégiques et aux impacts certains, afin d'éviter l'éparpillement et favoriser le passage à l’échelle des initiatives pilotes réussies.

L’exécution nationale (NEX) est la modalité privilégiée de mise en œuvre du Programme. L’exécution directe sera appliquée aux besoins si le contexte l'exige ainsi que le recours aux services des agences spécialisées des NU à la demande du gouvernement. L’approche harmonisée de remise d’espèces aux partenaires d’exécution (HACT) visera à réduire la complexité des procédures et les coûts de transaction. Elle contribuera également à améliorer la capacité des partenaires nationaux à gérer et mettre en œuvre les projets. Graduellement l’évolution vers l’exécution nationale intégrale s’impose.

|  |  |
| --- | --- |
| **2.** | **Justification** |

L’évaluation à mi-parcours du CPD 2015 – 2019, visera à mesurer le niveau des produits et des résultats atteints par rapport aux objectifs spécifiques inclus dans ledit Programme. Pour ce faire, elle couvrira essentiellement quatre aspects : la pertinence, l'efficience et l'efficacité ainsi que la durabilité de ses acquis. En outre, elle doit permettre de tirer des leçons et de formuler des recommandations dans le but d’atteindre les produits et résultats escomptés, de pérenniser les acquis. Cette évaluation joue un rôle particulièrement important dans le dispositif de mise en œuvre de l’assistance du PNUD en Union des Comores.

|  |  |
| --- | --- |
| **3.** | **Objectifs de l’évaluation** |

L’évaluation se déroulera sur une période de 35 jours suivant un calendrier préalablement discuté par les parties prenantes. Elle vise les objectifs essentiels ci-après :

1. **Analyse de la conception des projets du Programme pays et de leur cohérence avec les priorités nationales :** 
   * + 1. La cohérence avec la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D 2015-2019) et avec d’autres cadres stratégiques adoptés par le Gouvernement Comorien durant la période couverte par le programme pays ;
       2. La pertinence et la validité des stratégies d’intervention et des actions proposées par rapport aux contextes national et régional ;
       3. La pertinence des objectifs, des effets et des produits correspondants au programme ;
       4. La conformité des objectifs et des résultats avec les besoins réels exprimés par les bénéficiaires ;
       5. Le degré de satisfaction des partenaires par rapport à la cohérence avec les documents d'orientation.
       6. L’adéquation et la cohérence des projets/Programmes du CPD par rapports aux effets attendus de l’UNDAF ;
       7. Le degré de contribution des Projets/programmes du CPD à la réalisation des effets de l’UNDAF, en rapport avec ceux de la SCA2D.

1. **Evaluation de la performance du Programme par rapport aux points suivants :** 
   * + 1. L'atteinte des objectifs et des résultats par rapport aux prévisions et cibles du CPD, de l’UNDAF et aux autres documents nationaux pertinents ;
       2. La pertinence et l’efficience des projets menées ;
       3. Le choix et les moyens de mise en œuvre de l’approche stratégique ;
       4. Les autres résultats imprévus qui seraient obtenus ou auxquels ce programme aurait contribué ;
       5. Les effets négatifs éventuels que la mise en œuvre des projets du CPD aurait contribué à engendrer ou à renforcer ;
       6. Le système de suivi-évaluation ;
       7. Le rôle et l’appui des Centres régionaux du PNUD et du bureau de pays du PNUD, dans la mise en œuvre des Projets et les domaines où ils devraient améliorer leur efficacité et leur efficience ;
       8. Les contraintes et les opportunités identifiées.

1. **Evaluation de la durabilité des acquis :** 
   * + 1. Le degré de participation et d’appropriation des parties prenantes et des bénéficiaires ;
       2. Les apports des projets pour le renforcement des capacités de ses bénéficiaires et partenaires locaux (institutions publiques, jeunes, associations de base, etc.) afin de les mettre en mesure d’accompagner efficacement le processus de pérennisation ;
       3. Le degré d’appropriation des acquis des projets au niveau local, notamment des outils et référentiels développés dans le cadre des projets ;
       4. Le potentiel de réplication et de mise à l’échelle des actions pilotes ou de démonstration menées.

1. **Identification des leçons apprises :**

t. L’identification des leçons apprises et des meilleures pratiques (*points forts et points faibles*) et la formulation des propositions et recommandations dans la perspective de la consolidation et de la pérennisation des acquis.

1. **Evaluation de la prise en compte de l’équité et de l’égalité de genre :** 
   * 1. Les progrès accomplis dans l’intégration du genre dans la mise en œuvre des projets ;
     2. La contribution de la mise en œuvre du CPD à la promotion de l’égalité de genre et à l’autonomisation de la femme, notamment la participation de celle-ci à la prise de décision et à l’émergence de mécanismes d’inclusion ;
     3. Des recommandations sur les meilleures approches à adopter pour améliorer la prise en compte de l’équité du genre dans les planifications futures.

Plus spécifiquement, l’évaluation couvrira les aspects définis ci-après et qui ne sont pas du reste exhaustif. Il s’agit de :

* + 1. La conception et la pertinence des projets
    2. L’exécution des projets
    3. Le partenariat et les synergies avec les acteurs existants aa. Les résultats et leur visibilité bb. La pérennisation
  1. La pertinence du portefeuille de partenaires des projets concernés (types de partenaires, convergence de leurs missions propres avec les objectifs et approches du CPD) ;
  2. Le niveau des apports fournis par les différents partenaires (gouvernement, société civile, secteur privé, OCBs, ONGs etc.) et l’efficacité de ces apports dans la réalisation des résultats ;
  3. Les modes de collaboration et les synergies réalisées avec ces partenaires en vue de l’atteinte des résultats, notamment en matière de coopération sud-sud et triangulaire ;
  4. Les contraintes du partenariat, les solutions apportées et les domaines d’améliorations possibles.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **4.** |  | **Questions clés** |

L'analyse sera axée sur les cinq critères d'évaluation - la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact – seront donc appliqués. la pertinence, la performance, le succès, l’impact et la durabilité des résultats obtenus. Conformément au CPD, les activités et résultats devraient être sensibles aux questions de genre et à l’inclusivité. Les évaluateurs devront s’assurer que ces deux aspects ont été pris en compte. L’évaluation mettra aussi un accent particulier sur l’analyse des partenariats et des synergies avec les structures et acteurs déjà existants. Pour chacun des trois effets attendus du CPD, l'évaluation devra répondre aux questions fondamentales suivantes réparties en cinq catégories ou analyses.

### 1) Pertinence des résultats

* Les effets et résultats attendus sont-ils clairs et réalistes au vu des ressources disponibles ?
* Les interventions du PNUD à travers les programmes et projets sont-elles pertinentes par rapport aux priorités nationales actuelles ? En particulier, dans quelles mesures les effets attendus sontils toujours pertinents par rapport aux priorités nationales actuelles ?
* Les arrangements institutionnels prévus sont-ils appropriés par rapport aux enjeux ?

### 2) Efficacité et contribution du PNUD

* Quels progrès vers les effets ont été réalisés ? Quels sont les réalisations et les défis majeurs pour chaque effet ?
* Dans quelles mesures les produits des projets ont-ils contribué aux Effets du CPD ?
* Quels sont les facteurs externes qui ont contribué à la réalisation, ou non, des effets escomptés ?
* Dans quelles mesures la stratégie du Bureau Pays du PNUD (y compris la stratégie de mobilisation des ressources, et de Suivi/Evaluation) et la gestion générale des opérations sont-elles focalisées de façon cohérente sur les progrès vers les résultats ? Que devons-nous faire mieux sur la période 2018-2019 ?
* Dans quelles mesures le Programme PNUD a-t-il contribué à la promotion de l'égalité des genres, à l’autonomisation de la femme (women’s empowerment) et à l’émergence des mécanismes d’inclusion ? Que devons-nous faire mieux sur la période 2018-2019 ?

### 3) Efficience et gestion des programmes

* Les projets du PNUD actuellement mis en œuvre sont-ils gérés de manière efficiente ?
* Y a-t-il des approches ou des processus qui doivent être modifiés ou qui ont besoin d’améliorations significatives sur la période 2018-2019 ?

### 4) Evaluer l’équité et l’Égalité du genre, la promotion féminine ainsi que l’inclusion

* Dans quelles mesures le Programme PNUD a-t-il contribué à la promotion de l'égalité des genres, à l’autonomisation de la femme (women’s 4 empowerment) et à l’émergence des mécanismes d’inclusion ?
* Que devons-nous faire mieux sur la période 2018-2019 ?

### 5) Durabilité, Appropriation Nationale et Renforcement des Capacités

* Comment l’appropriation Nationale du Programme Pays a-t-elle été promue ?
* Les capacités nationales et locales développées et renforcées par le programme pays ont-t-elles produit des changements perceptibles ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **5.** |  | **Principaux Produits attendus de l’équipe d’évaluation** |

Le/la consultant (e) international (e), en collaboration avec les consultants (es) nationaux, produira un rapport d’au plus trente (30) pages en français, selon le format standard du PNUD, et en fera un résumé de cinq (5) pages en anglais et en français. Le rapport attendu sera de type analytique et fera ressortir les principaux résultats de l’évaluation ainsi que les recommandations. Les produits spécifiques attendus de la mission d’évaluation sont :

**Produits N° 1** :La conceptualisation méthodologique pour l’évaluation (c’est un document décrivant l'approche de l’équipe ainsi que la méthodologie spécifique d’approche à l’évaluation comprenant le cadre analytique qui sera utilisé pour collecter des données comparatives significatives). Ce document devra aussi indiquer la façon de mesurer le suivi des progrès de la mission d’évaluation notamment à travers le briefing avec le senior management et les autres parties impliquées. Des questionnaires semistructurés pour les interviews et focus groupes devraient être inclus comme annexe de ce document, ainsi qu’une matrice de conception d’évaluation;

**Produit N° 2** :La version finale du plan d’évaluation en français et en anglais intégrant les feedbacks et suggestions des parties prenantes, l’évaluation des co-managers au Bureau de pays, le senior management et la contrepartie gouvernementale ;

**Produit N° 3** :Le draft du rapport d'évaluation ne comptant pas plus de 30.000 mots en français et en anglais (à l'exception du résumé exécutif et des annexes) et élaboré selon le format fourni en Annexe 1. Ceci inclus une section spécifique sur les axes stratégiques d’orientation pour la période 2018-2019 ;

**Produit N°4** :Un second draft du rapport d’évaluation comportant les recommandations et commentaires formulés sur le périmer draft ;

**Produit N° 5** :Une Présentation PowerPoint en français résumant les principaux constats et recommandations basés sur le rapport de la réunion avec le senior management du PNUD et la contrepartie gouvernementale ;

**Produit N°6** :Soumission des rapports finaux en français et en anglais, ainsi que les résumés exécutifs.

Le rapport provisoire de la mission sera partagé avec le bureau de pays du PNUD Comores et les autres parties prenantes pour commentaires cinq jours après la fin de la mission aux Comores. Les commentaires des partenaires seront pris en compte dans le rapport final qui sera transmis en version papier et version électronique au bureau de pays, 10 jours après la réception de tous les commentaires.

|  |  |
| --- | --- |
| **6.** | **Méthodologie de l'évaluation** |

La méthodologie qui sera utilisée se basera sur :

1. La consultation de l’ensemble des documents produits dans le cadre de la conduite des activités des différents initiatives et projets concernés (documents de projet, documents/manuels techniques élaborés dans la réalisation des activités des projets, les rapports annuels, les rapports de mission, etc.) ;
2. La revue documentaire et celles des données disponibles dans la plateforme ERBM ainsi que dans les autres sources internes et externes ;
3. Une consultation du staff du PNUD à tous les niveaux nécessaires, des équipes des projets et des autorités locales impliquées dans la mise en œuvre des projets ;
4. Des interviews semi-structurées, sur la base de questionnaires, auprès des bénéficiaires directs des projets et des focus groups avec les parties prenantes et les bénéficiaires ;
5. Des visites de terrain afin de constater *in visu* les réalisations (ces visites auront lieu à la même occasion que les entrevues avec les bénéficiaires). Dans ce cadre, des discussions de groupes ou toute autre méthode participative pourraient être utilisées.
6. La compilation, le traitement et l’analyse de données.

|  |  |
| --- | --- |
| **7.** | **Déroulement de l'évaluation** |

Trois Experts – un international et deux nationaux/les – seront chargés(es) de l’évaluation avec une mission de 20 jours ouvrables aux Comores. L’Expert/e international/e sera le chef de la mission.

Au cours de la mission, la participation des différents partenaires à tous les niveaux est fortement recommandée et tout spécialement lors de la formulation des recommandations.

L’Expert international préparera la mission par la lecture des documents clés des projets. Le déroulement de la mission est prévu de la manière suivante (voyage incus) :

* Prise de contact des deux consultants et préparation du programme de travail, révision de la documentation du projet, briefings avec l’équipe du Bureau de pays du PNUD Union des Comores ainsi qu’auprès de la contrepartie gouvernementale ;
* Avant de quitter les Comores, la mission organisera une réunion de restitution au bureau de pays du PNUD avec les principales parties prenantes (avec nécessairement les représentants du gouvernement et du PNUD) et présentera les résultats préliminaires, les conclusions ainsi que les leçons tirées.
* Analyses et rédaction du rapport à domicile : 12 jours

Le consultant international produira un rapport en français et en fera un sommaire en anglais/français. Une version provisoire du rapport devra parvenir au bureau de pays du PNUD Union des Comores et aux autres parties prenantes pour commentaires 15 jours après la fin de la mission aux Comores.

* Les commentaires des partenaires seront pris en compte dans le rapport final qui sera transmis sous version papiers et sous version électronique au bureau de pays du PNUD 10 jours après la réception et l’intégration de tous les commentaires.

**8. Éthique d'évaluation**

Cette évaluation sera conduite en conformité avec les principes énoncés dans le Guide pour l’éthique de l’évaluation du Groupe des Nations Unies pour l’évaluation et le code de conduite d'UNEG pour l'évaluation dans le système des Nations Unies.

|  |  |
| --- | --- |
| **9.** | **Gestion de l’évaluation** |

La responsabilité globale de gestion de la revue revient au bureau de pays du PNUD en collaboration étroite avec l'Unité Evaluation et les autres parties concernées au niveau du siège. L'engagement permanent des principaux partenaires au niveau du pays (y compris du Représentant Résidant du PNUD, du gouvernement, et autres personnes) doit être assuré et maintenu tout au long du processus d’évaluation. De façon plus précise, les responsabilités reviendront aux structures suivantes anis qu’il suit:

* **Bureau de pays du PNUD:** (i) Préparer les termes de référence et concevoir la structure globale de la revue : (ii) identifier et engager l’équipe des experts international et national chargée de l’évaluation ; (iii) organiser les séances de briefing et de débriefing au niveau national ; (iv) participer à l’identification des experts (es) nationaux (ales) et assurer une composition appropriée de l'équipe de revue ; (v) garantir les fonds nécessaires à la réalisation revue ; et (v) fournir des commentaires sur le rapport d’évaluation provisoire et final.

* **Unité d'Evaluation du siège :** (i) Apporter des commentaires sur les termes de référence ; (ii) participer au processus de briefing et de débriefing pour l'équipe d'évaluation ; et (iii) fournir des commentaires sur le rapport d’évaluation provisoire et final.

* **Contrepartie gouvernementale :** (i) Apporter des commentaires sur les termes de référence ; (ii) faciliter les voyages internes de l’équipe d’évaluation avec l’appui du PNUD ; (iii) assurer un bon déroulement de la mission aux Comores ; (iv) fournir des commentaires sur le rapport d’évaluation provisoire et présenter officiellement le rapport final aux départements ministériels ainsi qu’aux autres partenaires concernés.

|  |  |
| --- | --- |
| **10.** | **Composition et profils des membres de la mission** |

La mission sera conduite par un(e) Expert(e) international(e) et deux consultants(tes) nationaux(les), auxquels se joindra un(e) expert(e) désigné(e) par le gouvernement. La langue de travail sera le Français.

**a.** *L’Expert(e) international(e)*

L’Expert(e) international(e) aura les responsabilités suivantes :

• Veiller à la coordination et à la bonne qualité du travail de l’équipe ; • Remettre le rapport d’évaluation au PNUD dans les délais convenus.

L’Expert(e) international (e) devra justifier d’une formation universitaire (BAC+5 au moins) en matière de Gestion/politique de développement, avec des compétences avérées en matière d’évaluation.

Il/Elle doit avoir une expérience d’au moins 7 ans dans le domaine du développement et particulièrement dans l’évaluation de programmes (et surtout des programmes de coopération), ainsi que des expériences significatives dans le domaine du suivi-évaluation. Il/Elle doit avoir de bonnes connaissances en français et anglais.

La connaissance des procédures du PNUD ainsi qu’en matière d’approche participative serait un atout.

Il/Elle sera identifié/e et recruté/e par le bureau de pays du PNUD

**b.** *Les 2 consultants(tes) nationaux(les)* :

Les 2 consultants/tes nationaux/les auront la responsabilité de :

* Participer substantiellement aux analyses du Programme et notamment pour ce qui est des analyses relatives à la mise en œuvre des Projets/Programmes, en apportant son expérience et sa connaissance de la réalité locale en rapport avec les domaines de concentration de l’assistance du PNUD et en matière de processus participatif ;
* Participer à la rédaction du rapport d’évaluation ;
* Intégrer les commentaires pertinents des participants à la réunion de restitution et transmettre le rapport au consultant international pour finalisation et transmission au bureau de pays du PNUD.
* Apporter tout appui nécessaire à la réussite de la mission

Les 2 consultants/tes nationaux/les (senior et junior) doivent être titulaires d’un diplôme universitaire dans le domaine du développement et des sciences sociales. Ils/Elles doivent avoir une expérience prouvée de 5 ans au minimum pour le senior, dans le domaine du développement et de l’évaluation.

Ils/Elles devront avoir une connaissance et expérience en matière de préparation et de suivi évaluation des programmes, de coopération au développement et en matière d’approche participative. Ils/Elles seront identifiés/es et désignés/s par le bureau de pays du PNUD aux Comores.

L’autre membre de l’équipe sera un expert qualifié, représentant du Gouvernement et fera partie intégrante de l’équipe de la mission avec des tâches spécifiques en rapport avec les TDRs de la mission. Cet expert sera nommé par le Ministère des Relations extérieures (MIREX).

Les membres de l’équipe devront posséder des capacités prouvées d’analyse et de rédaction. Leurs formation académique et profils devront inclure spécifiquement au moins une des disciplines suivantes :

* Sciences Economiques/Sociales ; Etudes du développement ; Développement, Gestion, suivi et évaluation des programmes et projet de développement.
* Expérience dans l’évaluation des programmes financés par les donateurs et dans l’intégration de questions transversales dans les programmes.

|  |  |
| --- | --- |
| **11.** | **Les sources d’information** |

L’équipe d’évaluateurs disposera entre autres des sources d’information suivantes :

* Le Cadre de Coopération Pays 2015-2019, PNUD-Union des Comores ;
* Le Plan cadre de Coopération entre le SNU et l’Union des Comores (UNDAF 2015 – 2019);
* Le rapport de revue à parcours de l’UNDAF 2015 – 2019 ;
* Les documents de projets de mise en œuvre du CPD ;
* Les rapports d’activités et de revue des projets ;
* D’autres rapports techniques élaborés dans le cadre des projets concernés ;
* Les différentes études élaborées dans le cadre de la mise en œuvre de certains projets ;
* Les rapports d’évaluation des projets.

|  |  |
| --- | --- |
| **12.** | **Annexe 1 : Trame du rapport d’évaluation** |

1. Titre et pages de démarrage
   * Nom de l’intervention d’évaluation
   * Calendrier de l’évaluation et date du rapport
   * Pays de l’intervention d’évaluation
   * Noms et organisations des évaluateurs
   * Nom de l’organisation initiant l’évaluation
   * Remerciements
2. Table des matières
   * Inclure les encadrés, schémas, tableaux et annexes avec les références des pages.
3. Liste des acronymes et abréviations
4. Document de synthèse (une section indépendante de 3-4 pages y compris les principales conclusions et recommandations)
5. Introduction
6. Description de I’ intervention
7. Etendue de l’évaluation et objectifs
8. Approche et méthodes d’évaluation
9. Analyse des données
10. Déductions et conclusions
    * Résultats et conclusions globaux (y compris des réponses aux questions principales d’évaluation) ➢ Résultats et conclusions par effet
    * Effet 1 (sous-section spécifique y compris sur le genre)
    * Effet 2 (sous-section spécifique y compris sur le genre)
    * Effet 3 (sous-section spécifique y compris sur le genre)
    * Conclusions globales 11) Recommandations
    * Recommandations globales (y compris les recommandations produites de répondre aux questions principales d’évaluation)
    * Recommandations par effet
    * Effet 1 (sous-section spécifique y compris sur le genre)
    * Effet 2 (sous-section spécifique y compris sur le genre)
    * Effet 3 (sous-section spécifique y compris sur le genre)
    * Les axes stratégiques d’orientation pour la période 2018-2019
11. Enseignement tirés
    * Sous-section spécifique y compris sur le genre
12. Annexes du rapport
    * TDR pour l’évaluation
    * Matrice de conception d’évaluation
    * Liste des personnes ou groupes interviewés ou consultés et des sites visités
    * Liste des documents d’aide révises
    * Cadre des résultats du programme
    * Tableaux de résumé des déductions

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Sous questions** | **Indicateurs** | **Source des données** | **Méthodes de collecte des données** | **Méthode d’ana des données** |
| **Pertinence** | Dans quelle mesure  le CPD 2015-2019 participe-t-il à l’atteinte des priorités nationales et des politiques de développement ? | * Dans quelle mesure les produits du CPD sont-ils adaptés aux besoins des détenteurs de droits, en ligne avec les priorités nationales ?      * Dans quelle mesure le CPD 2015-2019 a t’il ciblé les populations nécessitant une attention prioritaire : les enfants, les jeunes, les femmes, les personnes à besoin spécifiques, les populations rurales et périurbaines, les migrants et réfugiés… ? * Les produits et projets du CPD ciblent-ils les problèmes majeurs, leurs causes profondes et sous-jacentes ainsi que les défis identifiés dans le CCA ? | * Degré d’adéquation des   produits et projets/programmes du CPD avec :   * + Les besoins des détenteurs de droits   + Les priorités nationales      * Niveau de satisfaction des populations : femmes, hommes, jeunes, population rurale, périurbaine, migrants et réfugiés | Documents du CPD, BPC,  CCA, Projets/programmes Documents de stratégies et politiques sectorielles (plan d’action égalité sexe, plan d’action équité genre, stratégie du secteur santé, stratégie nationale de nutrition, charte de l’environnement et développement durable) Discussion avec les parties prenantes et population bénéficiaire | Revue documentaire Entretiens avec les bénéficiaires (femmes, hommes, jeunes, réfugiés, migrants) Entretiens avec les parties prenantes et le personnel du PNUD et des informateurs clés | Analyse de la cohérence des des besoins des détenteurs de dr les priorités nationales |
| * Le CPD est-il suffisamment flexible pour répondre et s’adapter aux nouveaux défis et opportunités survenus pendant le cycle 2015-2019 ? * Dans quelle mesure les produits et projets du CPD sont-ils restés valides à mi-parcours du cycle ? | ➢ Degré de réactivité du PNUD face aux changements intervenus dans l’environnement  politique, institutionnel et socio-économique international, national, régional, local | Rapports annuels de mise en œuvre du CPD Discussion avec le  personnel du PNUD | Revue documentaire Entretiens avec le personnel du PNUD | Examen du disp organisationnel institutionnel  d’adaptation du PNUD aux changements de l’environnemen mondial, nation régional et local |
| - Dans quelle mesure les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité du CPD et la concrétisation des effets escomptés ? | * Degré de compatibilité des   activités avec la finalité du CPD et la concrétisation des effets escomptés   * Degré de compatibilité des résultats (produits et effets) avec la finalité de l’UNDAF et la | Plan d’Action Commun  Plans de travail annuels du  PNUD  Documents de projets et programmes | Revue documentaire Entretiens avec le personnel du PNUD | Analyse de la cohérence des activités avec le effets escompté finalité du CPD l’UNDAF |

## 5.2 Matrice de l’évaluation

e

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Sous questions** | **Indicateurs** | **Source des données** | **Méthodes de collecte des données** | **Méthode d’ana des données** |
|  |  |  | concrétisation des effets escomptés |  |  |  |
| - Comment UNDAF est-il utilisé par le PNUD pour planifier ses activités et établir ses objectifs ? | ➢ Degré d’adéquation des effets et produits du CPD avec :  o Les plans de travail o Les projets et programmes du PNUD | Matrice des résultats de  l’UNDAF et du CPD  Cadres de suivi et évaluation sectoriel Cadre de suivi et évaluation des projets et programmes de mise en œuvre du CPD | Revue documentaire Entretiens avec les responsables en charge du suivi et de l’évaluation du CPD et  du GTSE | Examen du sys de suivi-et d’évaluation en des outils utilisé pour le suivi des activités et des résultats et du rapportage |
| **Efficacité** | Dans quelle mesure  les résultats (effets/produits) planifiés ont-ils été atteints ? | * Dans quelle mesure les   résultats  (produits)escomptés ont-ils été/seront-ils atteints ?     * Quelles sont les principales raisons de la réalisation ou la non-réalisation des résultats (produits) ? * Les actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du CPD ont-elles contribué à des résultats indirects ? | * Niveau d’atteinte des résultats (produits) escomptés * Importance de l’écart entre les résultats obtenus et escomptés * Importance des résultats indirects obtenus | Rapports de la revue à miparcours de l’UNDAF Rapports de suivi de  l’UNDAF  Rapports de suivi des stratégies sectorielles Rapports d’évaluation des projets et programmes du  CPD | Revue documentaire Entretiens avec les responsables en charge du suivi et de l’évaluation des parties prenantes, du PNUD et du GTSE | Analyse compar des résultats  escomptés aux  résultats atteints Analyse des rés indirects obtenu |
| - Dans quelle mesure le CPD a-t-il intégré et mis en œuvre les principes programmatiques  suivants : droits humains, genre renforcement des capacités, durabilité environnementale et GAR ? | ➢ Prise en compte des cinq principes programmatiques dans la mise en œuvre et le suivi et l’évaluation du CPD | Plan de travail annuel de mise en œuvre du CPD Matrice de suivi et de l’évaluation  Matrice des résultats Documents de projets et programmes | Revue documentaire Entretiens avec les responsables en charge du suivi et de l’évaluation des parties prenantes, du PNUD et du GTSE | Examen de la pr compte des prin programmatique dans les plans d travail, la réalisa des activités |
| - Dans qu ell e m e s u r e le CPD  a-t-il contribué à la réduction des iniquités, inégalités et des discriminations? | * Degré d’intégration du genre, de l’équité dans la mise en œuvre du CPD * Degré d’accès aux bénéfices de la mise en œuvre du CPD selon le genre, les groupes vulnérables | Rapports annuels de mise en œuvre du CPD Documents de projets et programmes de mise en œuvre du CPD  Discussion avec les bénéficiaires  Discussion avec les parties  prenantes et le personnel du PNUD | Revue documentaire Entretiens avec les bénéficiaires, les  parties prenantes,  PNUD | Analyse de la participation et répartition des bénéfices décou de la mise en œu selon le genre, l’équité et l’éga des sexes |

t

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Sous questions** | **Indicateurs** | **Source des données** | **Méthodes de collecte des données** | **Méthode d’ana des données** |
|  |  | * Quels sont les risques identifiés lors de la mise en œuvre du CPD 2015-2019 ? * Quelles ont été les mesures prises pour mitiger ces risques ? | ➢ Prise en compte des  risques identifiés dans la mise en œuvre du CPD | Plans de travail annuel de mise en œuvre du CPD Rapports annuels de mise en œuvre du CPD Discussion avec le personnel du PNUD | Revue documentaire Entretiens avec les parties prenantes, le personnel des Agences des NU et du GTSE | Analyse des risq liés à la mise en  œuvre de l’UND |
| **Efficience** | Dans quelle mesure les moyens mis en œuvre dans les délais impartis ont-ils permis d’atteindre les résultats escomptés ? | - La mise en œuvre Du CPD  2015-2019 est-elle efficiente par rapport à tout l’investissement consenti (moyens humains, matériels, financiers, techniques) ? | * Comparaison entre les coûts des investissements et les coûts administratifs des projets et programmes du CPD      * Adéquation des budgets prévus aux dépenses engagées | Rapports financiers de mise en œuvre du CPD  Discussion avec les parties prenantes et les  responsables financiers du  PNUD | Revue documentaire Entretiens avec les parties prenantes, le personnel des Agences des NU et du GTSE | Ressources dépensées rapportées au réalisation  résultats escom |
| - Les résultats attendus sont-ils atteints dans les délais prévus ? | ➢ Importance des retards dans la mise en œuvre du  CPD | Plans de travail Rapports  annuels de mise en œuvre  du CPD  Discussions avec les parties prenantes et le personnel du PNUD | Revue documentaire Entretiens avec les parties prenantes, le personnel du PNUD | Examen du dysfonctionnem  dispositif organisationnel institutionnel de  en œuvre de l’UNDAF |
| - Dans quelle mesure le système de S&E fournit au Comité  Directeur des données fiables et vérifiables lui permettant de prendre les décisions nécessaires et d’adapter la mise en œuvre du CPD ? | ➢ Disponibilité des données de qualité permettant de suivre les progrès vers l’atteinte des résultats (avec la prise en compte du genre et des droits humains) | Base de données du CPD  Statistiques nationales | Revue documentaire Entretiens avec les parties prenantes, le personnel du PNUD et du GTSE |  |
| - Dans quelle mesure le CPD 20152019 a-t-il un mécanisme efficient de coordination, de partenariat et de synergie ? | * Fonctionnement des   groupes effets, des groupes de travail, des groupes thématiques et du  GTSE   * Participation des OSC, le secteur privé et les autres partenaires      * Interventions conjointes réalisées par les Agences des NU | Comptes rendus des rencontres des groupes Effets et du GTSE Discussions avec les parties prenantes et le  personnel des Agences des  NU | Revue documentaire Entretiens avec les parties prenantes, le personnel des Agences des NU et du GTSE | Examen du fonctionnement groupes effets Analyse de la collaboration, d synergie entre le groupes effets, l agences des NU autres parte |

naire c

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Sous questions** | **Indicateurs** | **Source des données** | **Méthodes de collecte des données** | **Méthode d’ana des données** |
|  |  | - Dans quelle mesure le CPD 20152019 renforce-t-il la planification commune, la programmation conjointe, et le développement de programmes conjoints tenant compte des priorités nationales et des avantages comparatifs des agences concernées? | ➢ Adéquation entre l’UNDAF  et les plans, projets et  programmes des Agences des NU en ligne avec les priorités nationales | Documents de l’UNDAF et du CPD  Plans de travail annuel des ministères sectoriels Documents de projets et programmes | Revue documentaire Entretiens avec les parties prenantes, le personnel des Agences des NU et du GTSE | Analyse de la cohérence entre l’UNDAF et les d’action des Ag des NU et les pr nationales |
| Durabilité/Viabilité | Dans quelle mesure la pérennisation du  processus et projets du CPD 2015-2019 sont-ils durables ? | - Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité des résultats du CPD 2015-2019 ? Ces facteurs ont-ils été pris en considération dans la planification (stratégie de sortie intégrée dans la planification)? | ➢ Importance des facteurs  influençant la viabilité ou non des résultats | Documents de l’UNDAF, du CPD  Rapports annuels de mise en œuvre du CPD | Coordonnateurs des projets/programmes | Analyse des fa de viabilité ou n des résultats du  et leur prise en compte |
| - Les stratégies de renforcement des capacités élaborées et mises en œuvre durant le cycle permettent-elles d’assurer la viabilité et la durabilité des résultats du CPD ? | * Capacités des populations vulnérables, des parties prenantes à assurer la   continuité des bénéfices     * Mécanismes financiers, institutionnels et organisationnels pour soutenir la continuité des bénéfices | Discussions avec les populations bénéficiaires  et les parties prenantes    Rapports annuels de mise en œuvre du CPD  Discussion avec les parties prenantes et le PNUD | Entretiens avec les populations et les  parties prenantes Visite des réalisations | Analyse l’appropriation  les popu  bénéficiaires  réalisations      Examen  mécanismes  institutionnels, financiers organisationnels pérennisation acquis de l’UND |
| **Impact** | Evolution vers d e s  c h a n g e m e n t s  p o s i t i f s e t n é g a t i f s , d i r e c t s o u i n d i r e c t s ,  intentionnels ou non,  induits par la  contribution du CPD2015-2019 | * Quelles sont les conséquences ( résultats s o u h a i t é s /résultats   i n d i r e c t s ) de la contribution du CPD au cadre de développement national, comment s’expliquent-elles ?  -   * Quelle est l’appréciation du changement que le CPD aurait | * Importance des changements positifs   induits par le CPD   * Importance des   changements négatifs | Rapports annuels de mise en œuvre du CPD  Rapports d’évaluation des projets et programmes  sectoriels          Discussion avec les | Revue documentaire Entretiens avec les parties prenantes, le personnel des Agences  des NU et du GTSE | Analyse changements  attendus  aux chang  survenus    Analyse com  des attentes populations au r des bénéfices t |

l

com e

i

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Sous questions** | **Indicateurs** | **Source des données** | **Méthodes de collecte des données** | **Méthode d’ana des données** |
|  |  | apporté aux Comores, en particulier au niveau national, au niveau des régions ciblées et auprès des populations vulnérables telles qu’identifiées dans le CCA ? | ➢ Degré de satisfaction des parties prenantes et des populations vulnérables par rapport aux changements induits par le  CPD | populations bénéficiaires, les parties prenantes | Entretiens avec les populations bénéficiaires et les parties prenantes Visite des réalisations | la mise en œuv l’UNDAF |
| Quelle est l’effet perceptible (en tant que valeur ajoutée) du CPD ? | ➢ Valeur ajoutée du CPD | Rapports annuels de mise en œuvre du CPD  Discussions avec les représentants des agences des NU | Revue documentaire Entretiens avec les chargés de  projets/programmes  du PNUD, les parties prenantes et les  bénéficiaires | Analyse de la v ajoutée du CP développement  Comores |

## 5.3 Liste des personnes ou groupes interviewés ou consultés et des sites visités

**Staff non en charge des effets PNUD Comores**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N0** | **Nom & Prénoms** | **Institutions** |
| **1** | Matthias NAAB | UN Resident Coordinator, UNDP RR |
| **2** | Emma Ngouan Anoh | DRR |
| **3** | Attoumane Boina Issa | Economiste National |
| **4** | Ali Ismaël | Chargé des opérations PNUD |
| **5** | Youssouf MBECHEZI | ARR |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N0** | **Nom & Prénoms** | **Institutions** | **Email adresse & numéro téléphone** |
| **1** | Nadia Tourqui | Plateforme de veille citoyenne | **nadiatourqui@gmail.com** |
| **2** | Abdou-Salam SAADI | PNUD | **abdou-salam.saadi@undp.org** |
| **3** | Abdourazak IBRAHIM | CGP | **abdourazakibrahim2@gmail.com** |
| **4** | MBAE Toimimou | Direction Générale Elections | **dgelections@hotmail.com** |
| **5** | Nadjahe ALLAOUI | CENI | **nadjaheallaoui@yahoo.fr** |
| **6** | Mhoudine Sitti Farouata | Commissariat général à la promotion du genre | **sitti.mhoudine@gmail.com** |
| **7** | Colonel NORMAL Mze Hamadi | Chef du cabinet militaire auprès du directeur du cabinet du Président | **normalmze@yahoo.fr** |
| **8** | Mfoihaya Mohamed | DGA Police | **commissairemfoihaya@yahoo.fr** |
| **9** | Fadhula Saindou | RSS | fadhullahsaindou@gmail.com |

**EFFET 1**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N0** | **Nom & Prénoms** | **Institutions** | **Email adresse** |
| **1** | Mohamed Youssouf | ACEFER | taoufic1973@gmail.com |
| **2** | Marie Attoumane | Tourisme | nidaya-marie@yahoo.fr |
| **3** | Khitami SAID SOILIHI | PNUD | khitami.said.soilihi@undp.org |
| **4** | Hamid Papa Abdallah | Projet SPS/PNUD | hamidpapa.abdallah@undp.org |
| **5** | YOUSSOUF Elamine | DGEF/DG | youssouf\_elamine@yahoo.fr |
| **7** | Said Abdou Salim | Vice-présidence Economie | mirzat2000@yahoo.fr |
| **8** | Abdallah Ahmed Soilili | Coordonnateur National ACEFER | abdallah.ahmed.soilihi@undp.org |
| 9 | Eric LACROIX | CTP/RNAP | Eric.lacroix@undp.org |

**EFFET 3**

**EFFET 4**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N0** | **Nom & Prénoms** | **Institutions** | **Email adresse** |
| **1** | Mohamed Chaheire Mohamed | Bureau Géologique des Comores | chaheire@yahoo.fr |
| **2** | Mohamed Hamid  Dahalani | Direction de la météo /ANACM | sidido20013@gmail.com |
| **3** | Omar Ali Said | Bureau géologique des Comores | omaras01@yahoo.fr |
| **4** | Issimaila Mohamed | DNSAE/Directeur du projet CRCCA | issimaila2002@yahoo.fr |
| **5** | Hamidi Soule | Observateur Volcanologique du Karthala | soulehamid@gmail.com |
| **6** | Colonel Ismael M. Daho | Direction générale de la sécurité civile. | mognedahoismael@yahoo.fr |
| **7** | Lieutenant Madjid | Risque et catastrophe |  |
| **8** | Housseni Houssoyni | RNAP | h.houssoyni@yahoo.fr |
| **9** | Anliyat Mze Ahmed Abdallah | UNDP | [Anlia.mzeahmed@undp.org](mailto:Anlia.mzeahmed@undp.org) |
| **10** | Karim Ali Ahmed | UNDP | Karim.a.ahmed@undp.org |
| 11 | Anzilane Abdou Boina | RUTI/CRCCA | anzilani.abdouboina@undp.org |

## 5.4 Liste des documents

* UNDAF 2015-2019
* CPD 2015-2019
* Revues annuelles de l’UNDAF, 2015, 2016, 2017
* Profil 2017, Commission Economique pour l’Afrique
* Risques de catastrophes naturels et climatiques
* Développement d’un Réseau National d’Aires Protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées par les communautés villageoises locales (RNAP) – 2015 - 2021
* SMG Programme
* Projet de renforcement des capacités de gestion décentralisée - ANCAR2 -
* Renforcement de la participation des femmes et de leur rôle dans la prévention des conflits liés au processus électoral en cours en Union des Comores - • Reforme secteur de la sécurité - RSS
* Appui à la planification et à la coordination de l’action gouvernementale
* Différents rapports des projets ACEFER, RSS, RNAP

## 5.5 Réalisations 2015-2017

A. RÉALISATIONS 2015 – 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets 1 :** Les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d’emplois décents | | | | | | | | |
|  | **Produits 2015-2019** |  | **Indicateurs** | **Projets correspondants** | **Réalisations 2015-2017** | **Evaluations des réalisations** | | |
|  |
|  | | |  |  |  | **E** | **M** | **F-N** |
| **Produit 1**. Les populations pauvres et vulnérables notamment les femmes des zones cibles accèdent à des services financiers et non financiers adaptés à leurs besoins | | | Indicateur 1.1: Nombre de personnes (femmes et hommes) ayant accès aux crédits destinés à la production. Données de référence : 6400 (3300 h,  3041 F ; Cible 20 000 (8 000H, 12000F  **Fréquence : mi-parcours et fin de cycle** | Projet d’amélioration de la compétitivité des exportations des filières de rente (Vanille, YlangYlang et girofle) PROJET (ACEFER) (janvier 2015 – novembre 2017) | Rapport de recensement des besoins des acteurs en termes d’accès au financement des trois  filières  Formation des conseillers en gestion financière (CGF)  Formation en Business  Plan  **Plan d’action** pour la facilitation de l’accès au financement  Vingt (20) sociétés coopératives créées, dont 5 sociétés coopératives ont eu accès à un crédit auprès des institutions financière pour une valeur globale de 200 000 000 KMF ;  Deux (2) sociétés  coopératives reçoivent  des avances de financement d’un partenaire extérieur d’un montant de total 35 000  000 Kmf par mois soit une |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | valeur globale de (350 000 000 KMF). |  |  |  |
| Indicateur 1.2: % des personnes désagrégées par sexe ayant bénéficié d’un accompagnement parmi les bénéficiaires des crédits.  Données de référence :10% ; Cible1.40%  **Fréquence : mi-parcours et fin de cycle** | Projet d’amélioration de la compétitivité des exportations des filières de rente (Vanille, YlangYlang et girofle) PROJET (ACEFER) (janvier 2015 – novembre 2017 mais  extension en Juin 2018) | Plans d’actions pour le développement des cellules coopératives  Pilotes.  Conception d’un plan de mise à niveau des filières (pratiques de production, diversification des produits, qualité,  emballages, etc.).  Guide de gestion des  Coopératives.  Guides pratiques pour les opérateurs des filières sélectionnées sur les entreprises et les coopératives dans le droit  OHADA.  Manuel de procédures d’enregistrement des registres de coopérative d’accords-types entre exportateurs et leurs  Clients.  Modèle de protocole d’accord finalisé entre les sociétés coopératives et les institutions financières |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produit 2**. La compétitivité des produits issus des filières ylang, girofle et vanille est améliorée. | Indicateur 2.1: Evolution des prix à l’exportation. Données de référence 2,1 : prix à l’exportation. Cible2.1 : taux d’accroissement de 20% des prix à l’exportation.  **Fréquence : annuelle et fin de cycle** | Projet d’amélioration de la compétitivité exportations des filières de rente (Vanille, Ylang Ylang et girofle) PROJET (ACEFER) (janvier 2015 novembre 2017) | des  – | Rapport d’analyse de la chaine de valeur  Formation sur la création et la gestion des sociétés coopératives  Formation sur l’entreprise sociale  Formation sur les techniques de production et de préparation de la  Vanille  Formation sur les techniques de communication, de négociation, de marketing et de vente  Plan d’affaires modèle finalisé et adapté à chaque filière et chaque société coopérative  Documents sur l’entreprise sociale traduit en  Comorien  Appui à l’opérationnalisation de l’Office National de la Vanille |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | Projet de stratégie de renforcement du système sanitaire et phytosanitaire (SPS) aux  Comores | Évaluation des infrastructures d’analyse de référence (rapport  disponible)  Quatre études diagnostics sur l’évaluation des capacités phytosanitaires, le dispositif institutionnel en matière de sécurité des aliments, de l’offre en analyse de laboratoire et du dispositif institutionnel,  du secteur de la pêche  Plan d’action sous-  sectoriel sur la sécurité des aliments  Plan d’action sous-  sectoriel sur le secteur pêche  Stratégie nationale pour la mise en œuvre des  mesures SPS adopté Plan de communication et de sensibilisation des producteurs, des structures professionnels et les ONG  professionnelles de relais Textes juridiques et lois organiques portant organisation, attributions et fonctionnement des institutions du système SPS |  |  |  |

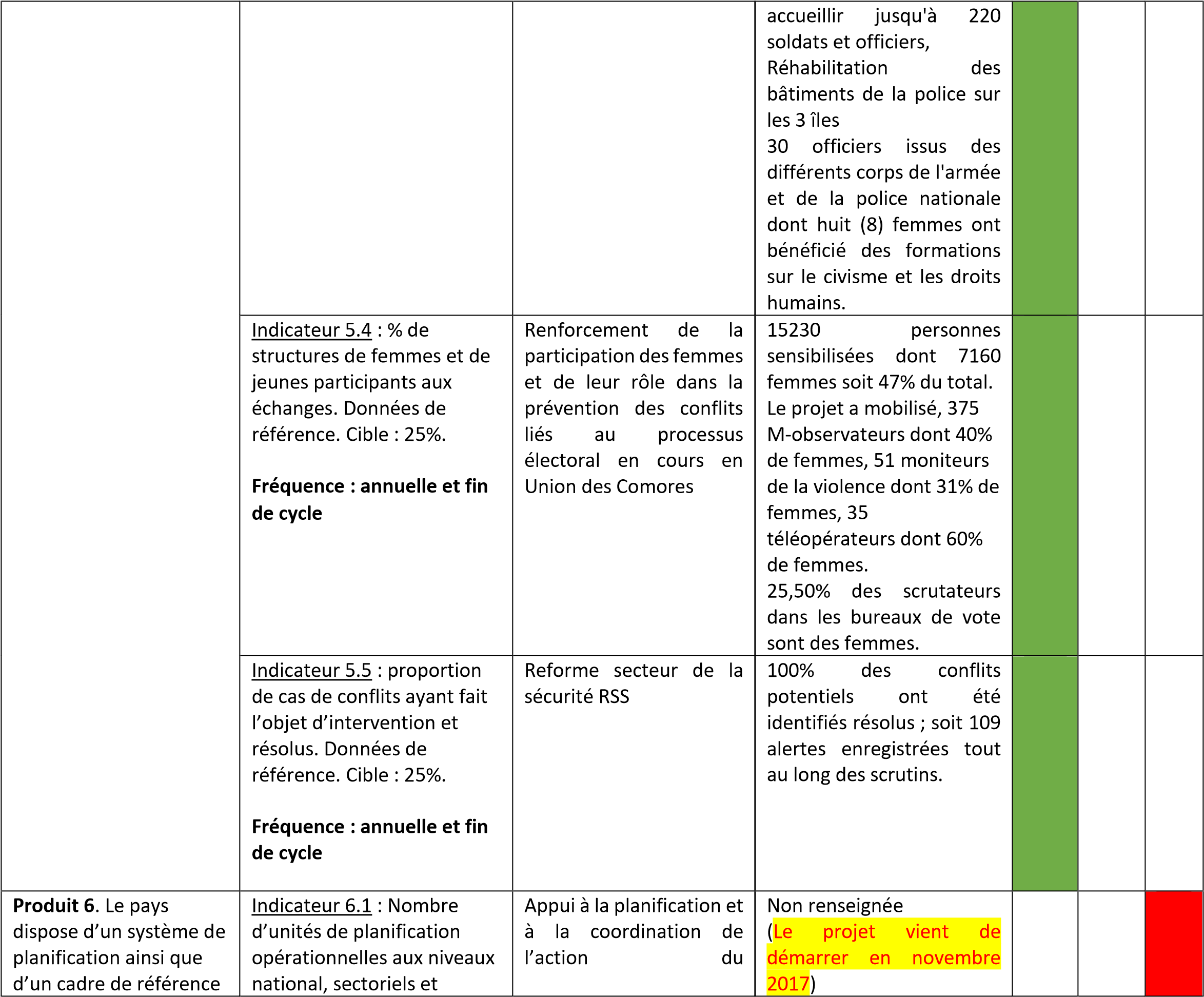
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produit 3.** Le pays dispose d’un système national d’aires protégées marine et terrestre cogérées avec les communautés locales et développe des activités économiques compatible avec les  objectifs de conservation. | Indicateur 3 .1 : Nombre d’aires protégées créé par île. Données de référence : 1 (Mohéli). Cible : 1 par île  **Fréquence : annuelle** | Développement  Réseau National d’Aires Protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées par communautés  villageoises  (RNAP) | d’un  les locales | Stratégie d’expansion du Système national des aires protégées validée  Textes légaux et règlementaires régissant les aires protégées sont développés : loi sur les aires protégées, du décret de création de la Direction des aires protégées et des décrets de création des aires protégées.  Projet de loi sur les AP validé  Fonds Environnemental pour les aires protégées des Comores (FEC) mis en place  Mis en place d’un système d’information géoréférencé |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Indicateur 3.2 : % des représentants des communautés désagrégés par sexe et de la société civile participant aux Comités de gestion.  Données de référence : 60% des représentants des communautés dont 0% de femme. Cible : 75% dont 30% de femmes.  **Fréquence : annuelle** | Développement d’un  Réseau National d’Aires Protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées par les communautés  villageoises locales  (RNAP) | Programmes de sensibilisation et l’engagement des communautés à accompagner les efforts de conservation  54 comités de cogestion  villageoises où siègent à  50% des femmes |  |  |  |
| Indicateur 3.3 : Nombre d’activités écotouristiques gérés par les communautés et le secteur privé Données de référence : 0. Cible : Au moins 5 activités par site. **Fréquence : annuelle** | Développement d’un  Réseau National d’Aires Protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées par les communautés  villageoises locales  (RNAP)  Formations de perfectionnement sur les acteurs du tourisme | Formation des écogardes et spécialistes en  mobilisation  communautaire à Anjouan et Grande Comore aux notions d’écologie marine et terrestre et aux méthodologies de suivi des cibles de conservation  Formation les écogardes et spécialistes en  mobilisation  communautaires à la connaissance des textes législatives et règlementaires régissant les aires protégées  **Elaboration du matériel pédagogique pour les formations de perfectionnement des professionnels du tourisme**  **502 jeunes dont 233 jeunes femmes ont été formés en agence de voyage, guide touristique, Eco garde, restaurant et cuisine** |  |  |  |
|  | Indicateur 3.4 : Nombre d’emplois verts, désagrégés par sexe et par tranche d’âge, créés au sein du système des aires protégées Données de référence : 15. Cible : 540 emplois verts.  **Fréquence : annuelle** | Développement d’un  Réseau National d’Aires Protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées par les communautés  villageoises locales  (RNAP) | Six (6) AGR financés en 2017 |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets 3 :** Les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative et économique en adéquation avec les pratiques de droits de l’Homme et de résilience | | | | | | | | |
|  | **Produits 2015-2019** |  | **Indicateurs** | **Projets correspondants** | **Réalisations 2015-2017** | **Evaluations des réalisations** | | |
|  |
|  | | |  |  |  | **E** | **M** | **F-N** |
| **Produit 4.** Les collectivités territoriales disposent des structures institutionnelles, des cadres opérationnels et des compétences pour promouvoir la résilience  et le développement local. | | | Indicateur 4.1 % des collectivités territoriales dotées d’un schéma d’aménagement du  territoire incluant un plan cadastral général et la gestion des risques de catastrophes : Données de référence : 0% Cible : 30% **Fréquence : fin de cycle** |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Indicateur 4.2: % des collectivités qui utilisent efficacement les mécanismes et les outils de planification et de mise en œuvre du développement local. Données de référence : 0%. Cible : 50%.  **Fréquence : annuelle et fin de cycle** | Non renseigné |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3: Part des ressources propres dans le budget des collectivités territoriales Données de référence : 0 % pour les communes A déterminer  pour les îles Cible : 10  **Fréquence : annuelle et fin de cycle** | Non renseigné |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4: Nombre d’agglomérations disposant d’un système fonctionnel de gestion intégrée des déchets solides. Données de référence : 0. Cible : 3  **Fréquence : fin de cycle** | Non renseigné |  |  |  |  |
| **Produit 5.** Le pays dispose de mécanismes de gestion des cycles électoraux et de prévention et de gestion de conflits aux niveaux | Indicateur 5.1 : Existence d’une commission électorale indépendante, permanente, intégrant l’équité du genre. Données de référence 0 (2013) Cible : | **Actions de pérénisation des acquis** | Mise en place du fichier électoral biométrique  Mise en place du Centre national de traitement des données électorales (CNTDE) en appui à la CENI |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| national, insulaire et local, prenant en compte l’équité du genre. | 1 (2019)  **Fréquence : fin de cycle** |  | Existence de trois chambres (chambre d’analyse, chambre de politique et chambre  d’alerte) |  |  |  |
| Indicateur 5.2: Nombre de mécanismes de prévention et de gestion de conflits fonctionnels y compris ceux gérés par des femmes ; Données de référence : 2 dont 1 géré par des femmes Cible : : 10 dont 5 gérés par des femmes.  **Fréquence : annuelle et fin de cycle** | Renforcement de la participation des femmes et de leur rôle dans la prévention des conflits liés au processus électoral en cours en  Union des Comores | A ce niveau, l’action du PNUD a porté sur la mise en place de la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles, constituée de trois chambres (technique, Analyse et Alerte) , composées d’expertises en matière d’analyse politique, juridique, d’acteurs influents sur le plan religieux et social ainsi que de femmes leaders, pour se pencher sur les réponses à donner aux « Alertes », faire le lobbying à l’endroit des autorités électorales, des chefs de partis et des candidats et remédier aux situations susceptibles d’engendrer la violence ou d’entacher le processus électoral. Sur le plan opérationnel, cela s’est traduit par la mobilisation de 375 femmes et jeunes formés en suivi des opérations de vote avec usage de la téléphonie et des TIC, la formation de 35 opérateurs de saisie en contact avec les 375 moniteurs électoraux statiques déployés sur le terrain, la mise en place d’un plan de déploiement, intégrant plusieurs critères liés à la problématique de la violence électorale. En outre, les actions menées ont porté sur le renforcement de capacités de 50 moniteurs de la violence électorale et l’installation d’une Cellule de traitement des données relatives à la violence électorale. Grâce à ce dispositif, 109 alertes ont été enregistrées et gérées de façon pacifique grâce à la Plateforme contribuant ainsi à l’atteinte des indicateurs du CPD n°5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 du CPD.    Il conveint de relever que  dix (10) organisations de la société civile dont quatre (4) féminines soit 40% font partie de la plateforme de veille.  De même, le comité de pilotage de la plateforme est composé de 13 membres dont 38% de femmes |  |  |  |
| Indicateur 5.3 : Mécanisme national de la paix durable  établi Données de référence.0 Cible : 1  **Fréquence : fin de cycle** | Reforme secteur de la sécurité RSS | Le Livre vert de la défense et de la Sécurité de l'Union des Comores qui fait office désormais de "Politique Nationale de sécurité" est élaboré  Réhabilitation de la caserne d’Ongoni et construction des nouveaux bâtiments pouvant |  |  |  |



|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| de réforme administrative qui articule des priorités nationales aux actions  sectorielles et insulaires. | insulaires. Données de référence : 2 Cible : 5 additionnelles au niveau sectoriel (eau, environnement, agriculture, énergie, commerce) et 3 au niveau central et insulaire (CGP[[11]](#footnote-11) et les Directions de Plan au niveau des Iles)  **Fréquence : fin de cycle** | gouvernement ( | | **débuté** | |  |  |  |  |  |
|  | **en novembre 2017** | | ) |
|  | |
| Indicateur 6.2 : Régularité dans la publication des rapports sur la coordination de l’aide Données de référence : 0 Cible : 2 rapports sur l’aide au développement  **Fréquence : fin de cycle** | Appui à la planification et à la coordination de l’action du  gouvernement (**Mise en**  **œuvre débutée en**  **novembre 2017**) | | | |  | Non renseignée |  |  |  |
| Indicateur 6.3 : existence d’une vision, d’une stratégie et d’un plan d’action pour la réforme de l’administration publique : données de référence 0 (inexistant 2014) ; cible :  vision/stratégie et plan d’action disponible  **Fréquence : fin de cycle** | Appui à la planification et à la coordination de l’action du  gouvernement (**débuté en novembre 2017**) | | | |  | Révision de la SCA2D |  |  |  |

67

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets 4 :** Les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises | | | | | | | | |
|  | **Produits 2015-2019** |  | **Indicateurs** | **Projets correspondants** | **Réalisations 2015-2017** | **Evaluations des réalisations** | | |
|  |
|  | | |  |  |  | **E** | **M** | **F-N** |
| **Produit 7.** Le pays dispose des capacités, des outils et des technologies d’adaptation  nécessaires pour réduire la vulnérabilité de  l’agriculture aux changements climatiques. | | | Indicateur 7.1: Le pourcentage d’exploitants agricoles (désagrégé par sexe) des zones cibles qui adoptent des pratiques et techniques d’adaptation aux changements climatiques.  Données de référence : 15%. Cible : 40% | Renforcement des capacités d’adaptation et de résilience du secteur agricole aux  changements  climatiques aux  Comores) (CRCCA) | Les actions de vulgarisation des techniques et des bonnes pratiques de gestion durable des sols (compostage, murs de pierres sèches, paillage, semences tolérantes) ont permis l’aménagement de 567 ha au profit de 1417 exploitants agricoles dont 602 femmes. L'action portant construction d’ouvrages hydrauliques et des infrastructures de collecte d’eau de pluie ont permis d’accroitre les capacités de stockage d’eau de 1580 m3 au profit de 250 exploitants agricoles dont 59% femmes (59%), permettant ainsi l'irrigation de 31 ha supplémentaires. Ainsi, la contre saison maraichère 2017 en vue de tirer profit d’un aléa climatique (prolongation de la saison sèche) a permis de mobiliser 153 maraichers dont 104 femmes sur sept (7) hectares à Mwali. La mise en place des étables pilotes ont permis à une éleveuse de caprin de s’adapter aux conditions néfastes des changements climatiques, et de maitriser les conditions de conduite d’élevage et les techniques de production du compost. Dans le cadre de la mise en place du réseau des aires protégées, 62 Comités de Cogestion villageois ont été mis en place, soit 1860 personnes dont 930 femmes (50%). |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | Améliorer les conditions de production et l’ajout de valeurs aux produits agricoles sur l’île de Moeli et contribuer á la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population comorienne (Projet de renforcement des capacités agricoles) – IBSA. | **Le projet a démarré au 3ème trimestre 2017 (projet** IBSA**)**  **DISPONIBLE- 2018 – 2019** |  |  |  |
| Indicateur 7.2 : Informations agro-météorologiques fiables mises à disposition des décideurs et autres usagers régulièrement.  Données de référence : non.  Cible : oui. | Renforcement des capacités d’adaptation et de résilience du secteur agricole aux  changements  climatiques aux  Comores) (CRCCA) | Création d’un service agro météorologique  Quatre (4) stations agro météorologiques automatiques installées dont (2) à la Ngazidja, une à Ndzuani et une à Mwali  Renfrocement du réseau d’acquistion des données météorologique par acquisition de trois stations synoptiques pour couvrir les sites aéroportuaires sur les trois îles de Ngazidja, Mwali et Ndzuani  Diffusion du bulletin agro-  météorologique incluant des prévision décadaires  L'appui technique et financier porté au niveau du Service Météorologique Comorien (SMC) a permis à ce dernier de se doter pour la 1ère fois d’une station Synergie d’acquisition en temps réel d’images satellitaires sur l’évolution de la météorologie, mettant fin ainsi à la dépendance aux pays de la sous-région dont le pays était tributaire. Celle-ci inclut aussi des équipements de stockage et de traitements des données, ainsi que l’équipement en énergie solaire pour sécuriser l’acquisition et le traitement des données.  Les actions menées en 2016, ont permis l’élaboration et la mise en œuvre d’un plan stratégique de renforcement de capacités du service météorologique comorien (SMC) à travers l’établissement d’un plan de formation et de restructuration du SMC, l’envoie de deux 1er élèves ingénieurs en agro-météorologie au centre AGRHYMET de NIAMEY (NIGER), et l’autonomisation énergétique du SMC.  Les actions portant développement et diffusion des produits agro météo sont en cours. Des projets de conventions de partenariat pour alimenter le système de collecte et de diffusion des informations sont élaborés pour signature entre l'ANACM et toutes les institutions concernées dans la collecte, le traitement et la diffusion des données agro météorologiques et climatiques. Des même, un projet d’arrêté est élaboré pour mettre en place un groupe de travail pluridisciplinaire pour le traitement et la diffusion des produits agro météo contenant les avis conseils.  Base de données sur les paysans formateurs et les membres des  groupements |  |  |  |
|  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Elaboration participative des business plans des 6 CRDE et mise à jour régulière  Elaboration de lignes directrices d’adaptation du secteur agricole aux changements climatiques  Quatre guides pratiques de terrain élaborés (guide sur la valorisation et la gestion de l’eau ; guides sur les techniques de défense et de restauration ; guide sur les techniques économiques d’élevage de caprins ; guide sur les techniques économiques d’élevage de bovins) et formation sur l’utilisation de ces guides  Fiches techniques et protocoles pour la diffusion et la restitution du matériel végétal |  |  |  |
| Indicateur 7.3: Nombre d’usagers (hommes et femmes) dans les zones cibles ayant accès à l’eau à des fins domestiques et agricoles. Données de référence : 80.000. Cible :  200 000 personnes. | Renforcement des capacités d’adaptation pour la gestion de l’eau (ACCE) | Mise en place d’infrastructures d’adduction en eau potable et de stockage à Moroni, Lingoni-Pomoni, à Nioumakélé (Anjouan) et Mbatsé-Hoani (Mohéli), à des fins agricoles et domestiques (environ 120 000 habitants) |  |  |  |
| Indicateur 7.4: Proportion de programmes et plans qui intègrent des approches favorisant la résilience de la ressource en eau aux changements climatiques. | Approvisionnement Durable en Eau potable et résilience aux Changements Climatiques (GCF) | Projet soumis à l’approbattion du Conseil d’Administration du Fonds Vert pour le Climat (48 000 000 USD, pour 470 000 habitants) |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Données de référence : 5%. Cible : 30%. |  | | |  |  |  |  |  |
| **Produit 8.** Les institutions étatiques et non étatiques disposent des mécanismes, des outils, et des moyens nécessaires pour la gestion des risques de catastrophes naturelles et l’amélioration de la résilience | Indicateur 8.1: Dotation d’un fonds d’urgence. Données de référence : non. Cible : oui |  | | |  |  |  |  |  |
| Indicateur 8.2 : % d’interventions en réponse à des situations d’urgence.  Données de référence :  10%. Cible 40%. | Gestion des risques des catastrophes naturels et climatiques | | |  | Mise en place d’une unité de protection civile  opérationnelle  Elaboration d’un plan de contingence |  |  |  |
| Indicateur 8.3: Nombre de collectivités territoriales mettant en œuvre des plans de préparation et de réponse aux urgences.  Données de référence : 3.  Cible 28. | Projet de renforcement des capacités de gestion décentralisée – (ANCAR2 | | |  |  |  |  |  |
|  | début en décembre | |
| 2017) |  |
| Gestion des risques des catastrophes naturels et climatiques | | |  |  |  |  |  |
| Indicateur 8.4 : Nombre de communautés maitrisant les procédures d’alertes.  Données de référence :  10%. Cible 40%. | Gestion des risques des catastrophes naturels et climatiques | | |  |  |  |  |  |
| **Produit 9**. Le pays dispose du cadre politique, juridique et réglementaire pour la promotion et le développement des énergies renouvelables | Indicateur 9.1 : Existence d’une stratégie nationale sur les énergies renouvelables Données de référence : 0. Cible : 1 | Développement durable des Iles des Comores par la promotion des ressources d’énergie géothermique  (Utilisation d’une énergie géothermique durable et réduction des carburants importés aux Comores) | | |  | Stratégie de développement de la géothermie et son business plan ; Explorations de surface : études géochimiques et ;  Etude comparative des cycles de vies des énergies renouvelables  Volcanic Hazard  Assessment at Karthala |  |  |  |
|  | Indicateur 9.2 : Existence d’un cadre légal et règlementaire sur les énergies renouvelables Données de référence : 0. Cible : 1 | Assistance préparatoire Géothermie | | | | Appui à la task force énergie : groupe d’expert nationaux appuyé par le PNUD, pour l’élaboration de stratégie et du cadre légal sur les énergies : Élaboration de la feuille de route du secteur Énergie de l’Union des Comores ; projet de loi portant Code minier ; Loi sur les Energies Renouvelables et Décret d’Application. |  |  |  |

## 5.6 Tableau d’analyse et de suivi de la mobilisation des ressources du bureau pays des Comores

**Mars 2017**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Outcomes/Outputs** | **RESSOURCES PREVUES DANS LE CPD A l’APPROBATION/RMT** | **RESSOURCES MOBILISEES Y COMPRIS PILEPLINE A** | **PIPELINE EN COURS (B/C)** | **ECART A**  **RECHERCHER/Observations** |
| **OUTCOME 1 : UNDAF/CPD les Populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées et génératrices de revenus et d’emplois décents** | | | | |
| **Produit 1.** Les populations pauvres et vulnérables, notamment les femmes des zones cibles, accèdent à des services financiers et non financiers adaptés à leurs besoins | Core : 500 000  NC : 500 000    **T : 1 000 000** | 3,500 000 USD Projet CIR en cours 2015-jusqu’au 31 décembre 2017  …………… USD Projets RNAP et SGP (AGRs) | 5 500 000  (pipeline C soumis à la BID et au FENU) | **Montant NC couvert (GEF, et CIR)**, dans le cadre de l’accès aux financements, et au développement des AGRs (projets ACEFR, SGP et RNAP), toutefois les les besoins restent très importants vu la situation du pays. |
| **Produit 2** : La compétitivité des produits issus des filières Ylang, girofle et vanille est  améliorée | **Core** : 500 000  NC : 2 000 000  **T : 2 500 000** | 3,500 000 USD Projet CIR en cours 2015-jusqu’au 31 décembre 2017  1 800 000 USD (IBSA fund) |  | Montant couvert mais importance d’une Suite du projet à préparer pour financement additionnel |
| **Produit 3 :** Le Pays dispose d’un système national d’aires protégées marines et terrestre cogérés avec les communautés locale et développe des activités économiques compatibles avec les objectifs de conservation | Core : 800 000  NC : 6 500 000  **T : 7 300 000** | Projet Réseau National des Aires Protégées à 4 746 000 USD en cours depuis 2016 |  | Gap de **2 554 000 USD** à combler par rapport aux prévisions |
| **OUTCOME 3 : UNDAF/CPD Les Institutions étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative et économique en adéquation avec les pratiques de droits de l’Homme et de résilience** | | | | |
| **Produit 4 :** Les collectivités territoriales disposent des structures institutionnelles, des cadres opérationnels et des compétences | Core : 2 100 000  NC : 2 600 000    **T : 5 700 000** | Core :150 000 | 0 | Validation du PIF en mai 2017 GEF/LDCF pour 10 000 000 USD  Prodoc en cours de préparation |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| nécessaires pour promouvoir la résilience et le développement local |  | PIF validé de  1 700 000 USD Renforcement des capacités de gestion décentralisé de l’environnement |  | PIF en cours de préparation pour la gestion intégrée des déchets financement GEF/POP de 3 500 000 USD |
| **Produit 5**. Le pays dispose de mécanismes de gestion des cycles électoraux et de prévention et de gestion de conflits aux niveaux national, insulaire et local, prenant en  compte l’équité du genre | Core : 1 300 000  NC : 1 800 000  **T : 3 100 000** | Core : 2016 : 190 354 et  2017 : 150 000  NC : 432 000 USD PBSO | Prodoc en cours de  signature pour  4 959 160 USD. | Montant couvert |
| **Produit 6.** Le pays dispose d’un système de planification ainsi que d’un cadre de référence de réforme administrative qui articule des priorités nationales aux actions sectorielles et insulaires | Core : 900 000  NC : 1 000 000  **T : 1 900 000** | Core :150 000 USD | Prodoc signé pour un budget de 1 500 000 USD | Montant à mobiliser 900 000 USD |
| **OUTCOME 4 : UNDAF/CPD Les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises** | | | | |
| **Produit 7.** Le pays dispose des capacités, des outils et des technologies d’adaptation nécessaires pour réduire la vulnérabilité de l’agriculture au changement climatique | Core : 2000 000  NC : 9 500 000  **T : 11 500 000** | Projet CRCCA en cours d’un budget total de 8 990 890  USD avec un reliquat de  2 408 000 USD | Un document de projet pour l’adaptation du secteur de l’eau (agriculture et domestique) est soumis au conseil du GCF 48 000 000 USD | Besoin de financement couvert.  Les réalisation du projet ont suscité un réveil du secteur agricole, notamment à travers l’intérressement des jeunes et du secteur privé. L’accompagnement mené et les infrastructures réalisées ont démontré la nécessité de mettre à l’échelle. |
| **Produit 8**. Les institutions étatiques et non étatiques disposent des mécanismes, des outils et des moyens nécessaires pour la gestion des risques de catastrophes naturelles et l’amélioration  de la résilience | Core : 500 000  NC : 9 000 000  **T : 9 500 000** | Un PIF GEF LDCF validé pour  10 000 000 USD |  | Besoin de financement couvert.  Pas de GAP à couvrir si le pipeline est mobilisé : Prodoc soumis pour financement.  Financement obtenu en 2018. |
| **Produit 9.** Le pays dispose du cadre politique, juridique et réglementaire nécessaire pour promouvoir le développement des énergies renouvelables | Core : 500 000  NC : 2 500 000    **T : 3 000 000** | PIF GEF 6 Géothermie validé pour 6 500 000 USD |  | Document de projet soumis au GEF en 2017 pour avoir le financement. Gap couvert.  Financement obtenu en 2018 |
| **Total** | Core 10,144 000    NC : 35 400 000 USD    T : 45 544 000 USD | **Réalisé en mars 2017-**  Projets en cours et Pipeline  A 37 668 000 USD |  | **Réalisé 15 Mars 2017**  Core : 3 456 000  (2015-2016-2017)    Non Core projets effectivement en cours :  **17 246 000**  **Pipeline A : 20 422 000 Conclusion : A date le montant total à rechercher pour le CPD est atteint mais mal repartit au sein**  **des produits du CPD** |

1. Axe 1 : Accélération, diversification et durabilité de la croissance, Axe 4: Renforcement de la gouvernance et des capacités de résilience institutionnelle et humaine.  [↑](#footnote-ref-1)
2. Produit 4 : les collectivités territoriales disposent des structures institutionnelles, des cadres opérationnels et des compétences nécessaires pour promouvoir la résilience et le développement local [↑](#footnote-ref-2)
3. Produit 9 le pays dispose du cadre politique, juridique et réglementaire nécessaire pour promouvoir le développement des énergies renouvelables [↑](#footnote-ref-3)
4. Les projections réalisées à partir du recensement de 2003 estiment que la population comorienne serait de 828 147 habitants en 2017 (Commissariat Général au Plan 2007, voir Figure 9). La plus récente enquête démographique, réalisée en 2014 par l’INSEED (INSEED, 2015), estime quant à elle que la population était de 755 680 en 2014 (contre 763 952 selon les projections du Plan). Le taux de fécondité́ est lui estimé à 4,5 enfants par femme en 2015, alors qu’il était de 5,3 en 2003. L’espérance de vie a progressé́ de manière continue : elle était de 65 ans pour les hommes et 67 ans pour les femmes en 2003, et devrait avoir atteint 68 ans pour les hommes et 71 ans pour les femmes en 2015. Quant à la répartition géographique de la population, 52 % des habitants vivent à Ngazidja, 42 % à Ndzuwani et 6 % à Mwali. Profil 2017 – Commission Économique pour l’Afrique

   [↑](#footnote-ref-4)
5. Axe 1 : Accélération, diversification et durabilité de la croissance, Axe 4: Renforcement de la gouvernance et des capacités de résilience institutionnelle et humaine.  7 1: Croissance et développement inclusifs et durables, générant les capacités de production nécessaires pour créer des emplois et des moyens d’existence pour les pauvres et les exclus; 2: Répondre aux attentes des citoyens (liberté d’expression, développement, primauté du droit et redevabilité), grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique; et 5: Pays sont à même de réduire et de gérer les risques de conflits et de désastres naturels, y compris du changement climatique.

   [↑](#footnote-ref-5)
6. UNDAF 2015-2019, page 14 [↑](#footnote-ref-6)
7. ROAR – Tableau de budget 2015-2016-2017 [↑](#footnote-ref-7)
8. Produit 4 : les collectivités territoriales disposent des structures institutionnelles, des cadres opérationnels et des compétences nécessaires pour promouvoir la résilience et le développement local [↑](#footnote-ref-8)
9. Produit 9 le pays dispose du cadre politique, juridique et réglementaire nécessaire pour promouvoir le développement des énergies renouvelables [↑](#footnote-ref-9)
10. LE FEM finance des projets du PNUD dans le cadre du CPD [↑](#footnote-ref-10)
11. CGP: Commissariat Général du Plan

    [↑](#footnote-ref-11)